

écho

des entreprises



06 | *Zoom*
PROBIOTIC GROUP

14 | *Interview*
FREDRIK PERSSON

20 | *Focus*
JOINT POSITION ON
THE PROPOSAL FOR A
DIRECTIVE ON CORPORATE
SUSTAINABILITY DUE DILIGENCE

34 | *Bold Innovation*
GOODYEAR

40 | *Carte Blanche*
MICHEL-ÉDOUARD RUBEN





“ ECH HU
GROUSS PLÄNG
FIR MÄI BETRIB,
GRAD AN DËSEN
ZÄITEN.

Mäi Conseiller och.”

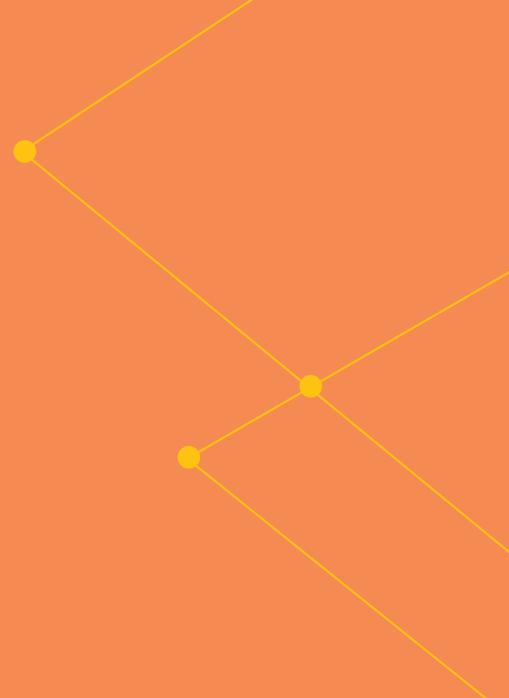
ENTREPRENEUR SINN ASS ENG PASSIOUN.

Fir méi gewuer ze ginn, kontaktéiert de **Charles Sunnen**, Conseiller Entreprises,
a seng Ekipp um Telefon 49 924-3061.

www.banquedeluxembourg.com/entrepreneurs

**BANQUE DE
LUXEMBOURG**





Sommaire

03

Éditorial

06

Zoom

Probiotic Group

14

Interview

Fredrik Persson

20

Focus

Joint position on the Proposal for a Directive on Corporate Sustainability Due Diligence

28

Actualités de la FEDIL

Changement de présidence chez Cloud Community Europe Luxembourg / MEPs meet Industry / Cercle des chefs du personnel / Bienvenue à nos nouveaux membres

34

Bold Innovation

Data connectivity and Artificial Intelligence for advanced mobility

40

Carte Blanche

Quelques réflexions à propos de la question immobilière - par Michel-Edouard Ruben, Fondation IDEA

44

Chronique juridique

La retenue sur salaire du fait d'un dommage causé par la faute du salarié - par Ella Gredie

50

Caricature

51

Publications & positions de la FEDIL



Move
your business
beyond borders

Promote your business abroad, expand its growth, and reach new marketplaces with ODL international trade insight, financial incentives, and export insurances.

More info at odl.lu



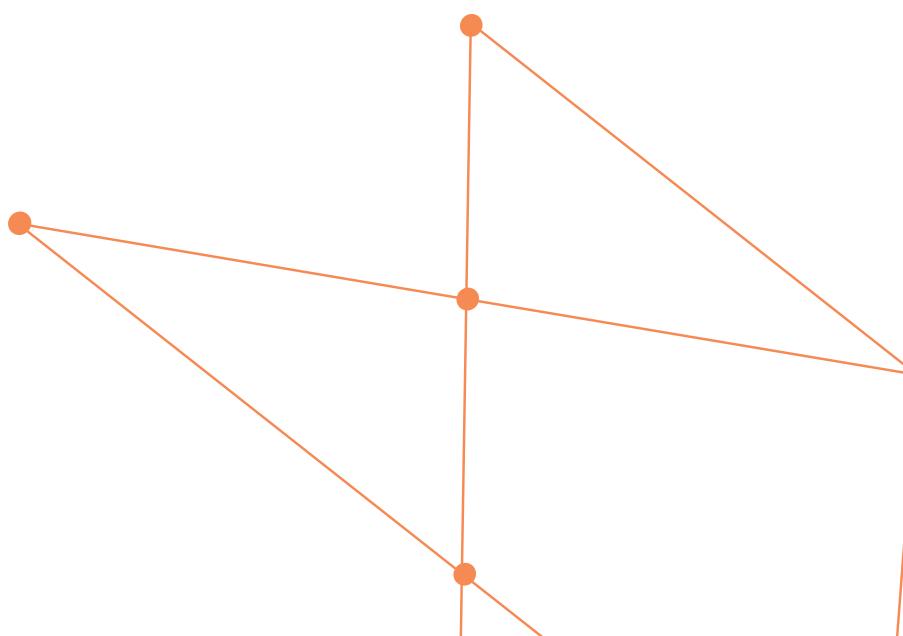
Il n'est jamais trop tard pour bien faire

Après la signature de l'accord tripartite du 28 septembre, nombreux étaient les commentaires qui critiquaient les options y retenues pour réagir à la crise énergétique, économique et sociale qui est en train de s'accentuer à l'approche de l'hiver. Le manque de sélectivité sociale, l'absence d'un signal de prix face à une offre insuffisante d'énergie ou encore le manque de prévisibilité pour 2024 et au-delà constituent les principaux éléments de critique.

Malgré les réserves qu'on peut exprimer, à juste titre, à l'égard de cet accord tripartite, la délégation des employeurs y a finalement adhéré et cela pour plusieurs raisons : D'abord parce qu'il fallait trouver une solution rapide pour les ménages et que face à l'urgence, il n'était matériellement guère possible d'alléger la facture des ménages d'une manière plus sélective en si peu de temps. Ensuite, parce que les entreprises attendaient avec impatience des actions gouvernementales spécifiques visant à atténuer les effets d'explosion des coûts énergétiques et à améliorer l'encadrement nécessaire à la réduction de leur degré d'exposition aux énergies fossiles. Finalement, parce qu'à l'approche des élections législatives de 2023 et confronté à l'obstination des syndicats à vouloir favoriser le pouvoir d'achat sans nuance aucune, il s'avérait impossible cette fois de s'entendre sur des réponses plus sélectives et plus structurelles à la situation de crise, et plus particulièrement au problème de l'inflation galopante.

Face à la menace de quatre tranches indiciaires en 2023 et face aux sérieux problèmes sociaux engendrés par la flambée des prix énergétiques, un accord suboptimal mais rapide, produisant des effets immédiats, vaut mieux qu'aucun accord. Or, à nos yeux, l'adhésion du gouvernement, des partenaires sociaux et d'une large majorité parlementaire à l'accord tripartite du 28 septembre ne doit pas signifier que les critiques susmentionnées ne devraient pas être prises au sérieux. Ceci est d'autant plus vrai qu'une clause de rendez-vous prévoit déjà un retour à la table de négociation en cas de persistance de la crise au-delà de l'échéance de fin 2023.

Dans le souci d'éviter une croissance inquiétante du taux d'endettement du pays avec toutes les conséquences que cela comporte, l'intervention gouvernementale anticrise post-2023 devrait être guidée par la volonté d'assurer une approche plus sélective. Pour ne prendre que le seul exemple de l'énergie, si la situation sur les marchés européens de l'énergie devait rester tendue au-delà de 2023, l'action gouvernementale devrait inciter davantage à une réduction de la demande. Ainsi, toute nouvelle mesure destinée à atténuer l'impact des prix énergétiques sur les ménages au-delà de 2023 devrait davantage intégrer la composante des économies d'énergie à réaliser. L'idée d'introduire, par exemple, pour cette période dans les mécanismes à mettre en place une règle 80/20 avec un socle de 80% à prix subventionné et une consommation marginale au





prix du marché mérite, à notre sens, que l'on s'y attarde. Elle n'était probablement pas réalisable à la hâte, mais elle peut constituer un sérieux incitant à la réduction de la consommation à l'intérieur du système-même à mettre en place au-delà de 2023. Rien n'empêche d'étudier de tels concepts en détail dès aujourd'hui et d'élaborer des modèles prêts à l'emploi en vue d'une éventuelle révision de l'intervention étatique sur les prix.

À relever qu'une incitation insuffisante aux économies d'énergie dans le chef des ménages risque à terme de se répercuter négativement sur l'activité industrielle, car ce sont les entreprises industrielles qui fourniront en fin de compte le délestage nécessaire pour ajuster la demande nationale d'énergie à une offre fragilisée.

Les travaux tripartites fournissent une réponse rapide à une situation d'urgence, il faut le reconnaître. En même temps, des positions que l'on peut qualifier de très conservatrices défendues par certains autour de la table à Senningen, illustrent le fossé qui existe entre les grandes ambitions de politique durable et la réalité sur le terrain. Les « Luxembourg in transition », « Luxembourg Stratégie » ou autres « Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) » viennent de prendre un sacré coup de vieux. Comment les remettre sur la trajectoire en l'absence de mesures structurelles visant à ajuster le comportement de tous les agents économiques à une contrainte immédiate de rareté et à une exigence à moyen terme de réduction de l'empreinte écologique ? La question est posée.

RENÉ WINKIN
Directeur de la FEDIL
rene.winkin@fedil.lu





**Soutenir ceux qui font l'économie,
de près comme de loin.**

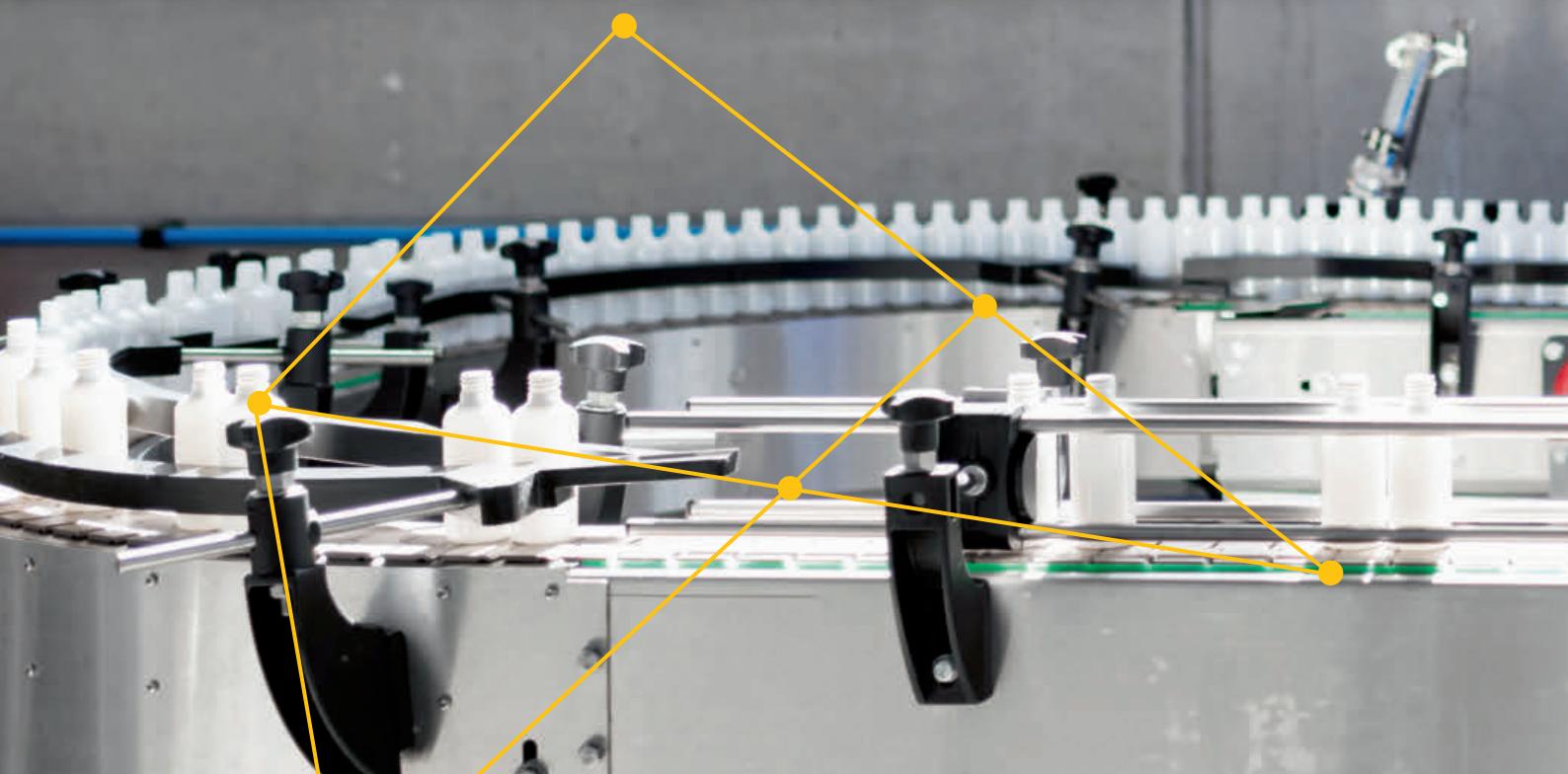
Nous finançons votre avenir.
www.snci.lu

SNCI
Société Nationale de Crédit et d'Investissement



zoom

PROBIOTIC GROUP





PROBIOTIC GROUP

Changer les habitudes d'hygiène

« Pour une vie équilibrée » - la devise qui se cache derrière le nom de marque Provilan® traduit parfaitement l'ambition de l'entreprise Probiotic Group : créer des produits éco-responsables d'une nouvelle génération dans le domaine de l'entretien, de l'hygiène et des soins.

Le projet industriel remonte à une idée de Martin Schoonbroodt Sr., père du Co-CEO Martin Schoonbroodt Jr., d'utiliser des probiotiques pour lutter contre la résistance microbienne. Dans son quotidien de médecin, évoluant en milieu médical, il était fréquemment confronté à la problématique des infections nosocomiales qu'on essaie de contrer avec toutes sortes de désinfectants chimiques et antibiotiques. Face à la résistance de ces germes et aux méfaits écologiques de l'usage abusif de produits chimiques agressifs, le docteur Schoonbroodt envisageait une approche disruptive faisant appel à des biotechnologies nouvelles.

Si les probiotiques étaient jusqu'alors utilisés essentiellement comme compléments alimentaires, par exemple dans des yaourts ou des gélules pour renforcer la santé intestinale, son idée était d'intégrer ces micro-organismes actifs dans des solutions nettoyantes pour éliminer des résidus organiques et éviter la prolifération de bactéries pathogènes.

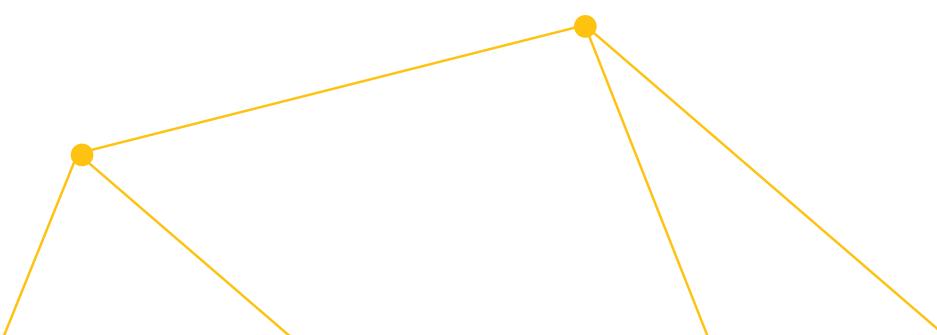
De quoi s'agit-il ? En biotechnologie, on distingue entre bonnes et mauvaises bactéries. Présentes en quantités suffisantes, les bonnes bactéries, principalement lactiques, s'alimentent de matière organique et privent de source d'alimentation les autres bactéries du milieu, dont certaines sont potentiellement dangereuses. Ce qui endigue le développement de ces dernières. D'autres effets bénéfiques sont également observés comme l'action enzymatique permettant un nettoyage plus efficace et une destruction d'odeurs instantanée.

Avec la création de leur start-up en 2016 à Beiler dans le nord du Luxembourg, père et fils se sont donc lancés dans un projet scientifique nécessitant des travaux de Recherche,

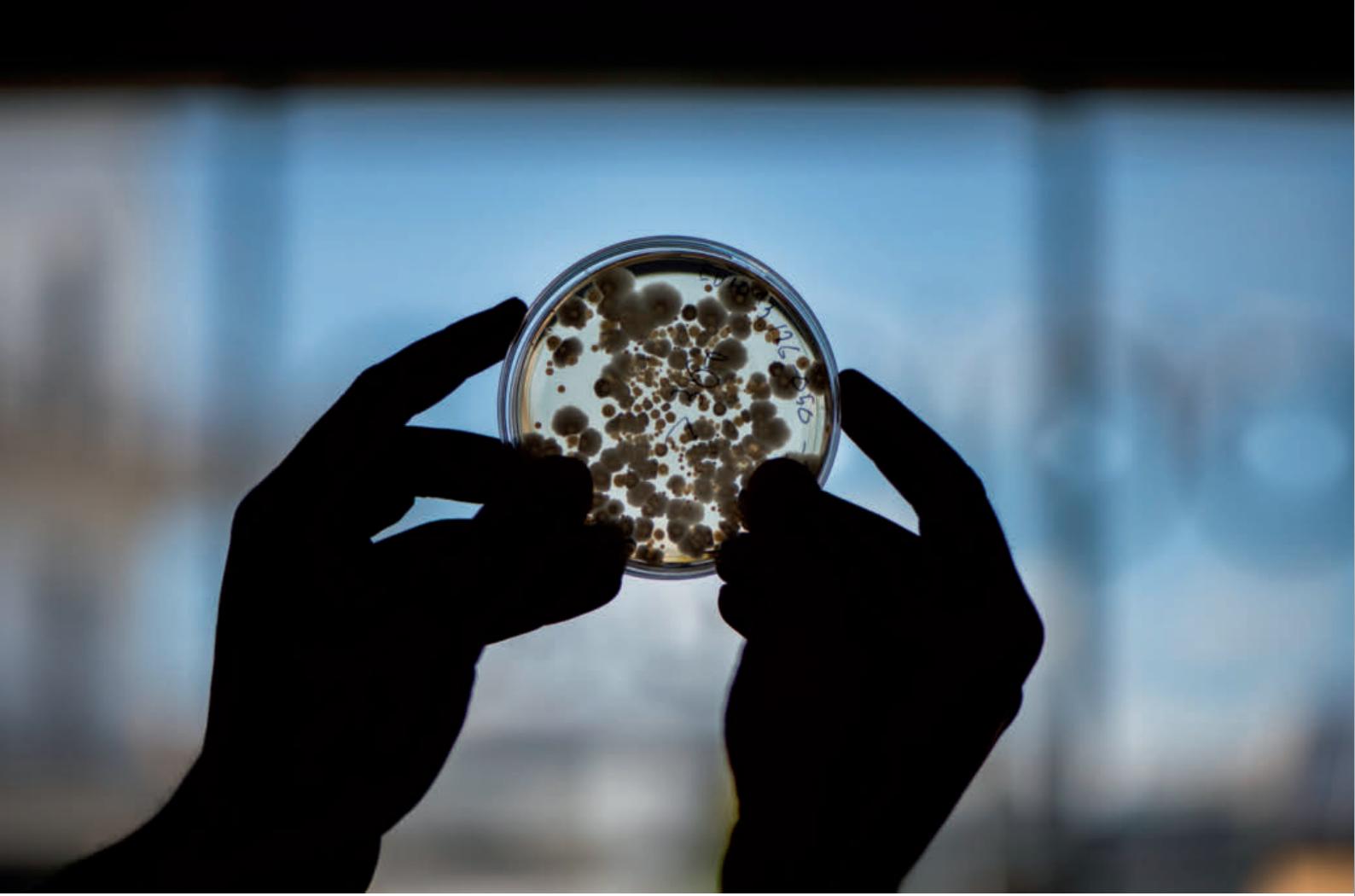
Développement et Innovation de longue haleine. Leur concept entrepreneurial a d'ailleurs convaincu le LIST (*Luxembourg Institute of Sciences and Technology*) et le LCSB (*Luxembourg Centre for Systems Biomedicine*) de l'Université du Luxembourg, dont les chercheurs collaborent dès lors aux travaux de recherche. Le projet de RDI a également suscité l'intérêt du gouvernement luxembourgeois qui justement essaie de promouvoir le secteur *Healthtech* comme un pilier de diversification et de croissance du tissu économique au Luxembourg. Au bout de deux années de négociations avec le ministère de l'Economie, la jeune entreprise qui continue de préfinancer ses travaux, s'est vu octroyer une aide étatique relative à son projet de RDI.

Au bout de deux années aussi de recherche, l'entreprise avait mis au point son prototype qui est à la base de sa gamme de produits pour des applications variées. Commercialisés sous le nom de marque Provilan® et de diverses sous-marques, Probiotic Group propose des produits d'entretien naturels permettant un nettoyage domestique en profondeur, des produits de nettoyage pour les établissements médicaux, paramédicaux et sportifs, des produits naturels pour les soins et l'hygiène des animaux domestiques ainsi que des probiotiques pour fosses septiques, milieux aquatiques et pour industries. Tous ces produits ont la vertu d'être hautement écologiques et biodégradables, de permettre un nettoyage sûr en profondeur et de contribuer à réduire la part de matières chimiques et toxiques utilisées au quotidien.

Ces produits s'écoulent, d'une part, vers les professionnels, tels que les entreprises de nettoyage, des établissements de santé, des centres de fitness, l'hôtellerie, des pharmacies ou encore des vétérinaires. D'autre part, une partie de la production est commercialisée sous la marque propre de certains distributeurs, le plus souvent dans un segment de marché premium. Dans ce cas, certains ajouts comme des parfums et des tensioactifs ou encore les emballages sont élaborés en collaboration avec le client-distributeur. Et à chaque nouvelle composition, des analyses approfondies sont nécessaires pour assurer que

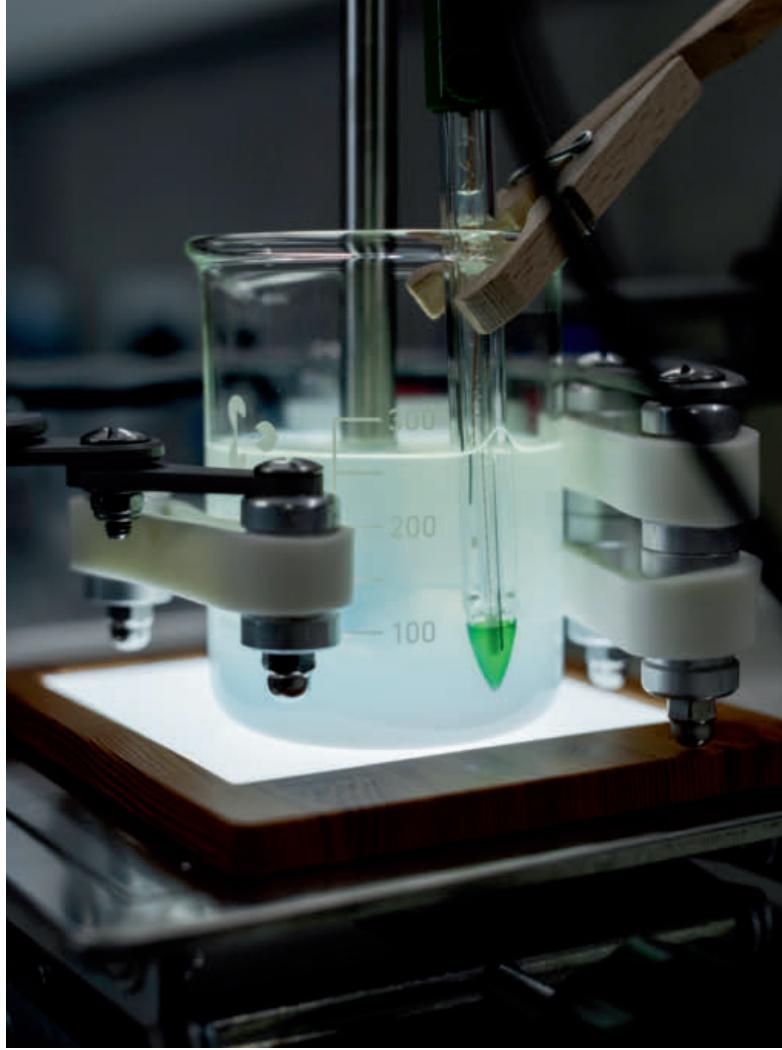






AJ

Nº LDT: \$10%
10710232



la formule de base et donc les résultats du produit ne s'en trouvent pas altérés. « Quelle que soit la filière de distribution, nous garantissons que nos ingrédients sont éco-responsables et que nous utilisons des matières recyclées et recyclables provenant de circuits courts pour le conditionnement » précise Martin Schoonbroodt. « À titre d'exemple, pour nos flacons nous utilisons du plastique recyclé qui provient de déchets plastiques de l'industrie automobile ». En ce qui concerne la part de marché, 60% du chiffre d'affaires sont générés par des ventes dans les pays germanophones - Allemagne, Autriche, Suisse - et 20% par des ventes dans les pays nordiques, 10% sont attribuables au marché français, 10% partagés entre l'Italie et le Benelux. Cette répartition géographique traduit clairement la propension des consommateurs germanophones et nordiques à acheter des produits naturels, respectueux de l'environnement et laisse entrevoir un potentiel de marché substantiel dans les autres régions, à condition d'y changer les habitudes. Si les concurrents de Probiotic Group sont peu nombreux, l'entreprise a l'avantage de gérer à elle seule tous les maillons de la chaîne de production, de la recherche jusqu'à l'étiquetage et la vente. L'entreprise a une position de pionnière dans le milieu de la microbiologie, surtout sur le plan technique.

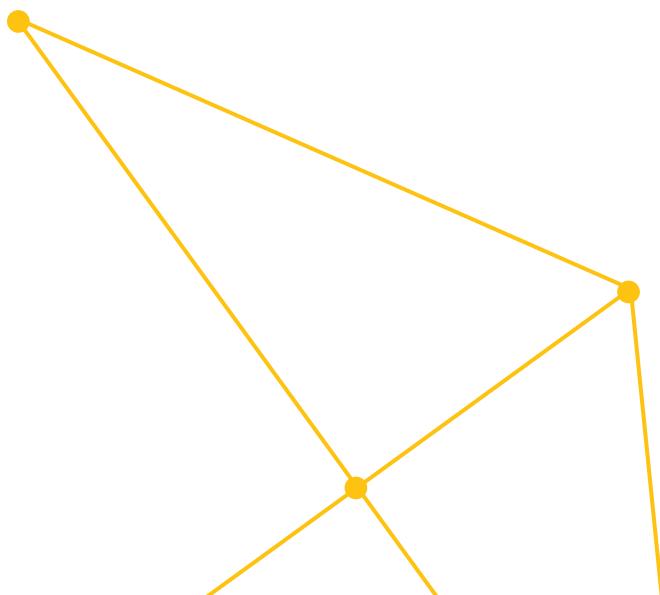
Aujourd'hui, Probiotic Group emploie 24 salariés avec une moyenne d'âge de 33 ans, dont des microbiologistes, chimistes, vétérinaires mais aussi juristes et commerciaux. La jeune équipe paritaire qui vient d'horizons très variés, est répartie sur le site de Beiler près de Weiswampach qui héberge un laboratoire, les installations de production ainsi que les bureaux et infrastructures logistiques de l'entreprise, et depuis 2021, au House of Biotech à Esch-Belval, où l'entreprise opère un autre laboratoire et profite de la proximité avec l'Université et le LIST.

« Trop souvent encore nos interlocuteurs dans les ministères et

les administrations rechignent à venir nous rendre visite dans le nord, à une bonne heure de la capitale. Ce qui est dommage ! », regrette Martin Schoonbroodt. Le jeune entrepreneur est en effet très fier de son entreprise qui produit entre 12.000 et 20.000 bouteilles par mois. La pandémie du Covid-19 et la sensibilisation accrue à la sécurité sanitaire qui en a résulté, a ouvert une autre dimension au succès de la start-up.

Fort d'une base de données de quelque 800 bactéries identifiées comme ayant des effets positifs pour l'environnement et la santé, Probiotic Group ne relâche pas pour autant ses efforts de recherche. Car c'est au cours de ces travaux que de nouvelles connaissances émergent. Ainsi, il est apparu que les solutions à base de probiotiques permettent d'éliminer les mauvaises odeurs et se prêtent donc à une application dans les systèmes de ventilation. De même, il a été observé que la formule pouvait atténuer des allergies respiratoires liées à la présence d'acariens ou de poils d'animaux. Une autre application a été développée pour répondre à des besoins spécifiques tels que le traitement des eaux et des sols pollués ainsi que la réduction de boues et de matières organiques dans les stations d'épuration.

Les champs d'application sont donc loin d'être épuisés. Il est évident que ces perspectives prometteuses ont joué dans la récente levée de fonds de 2,5 millions d'euros auprès de deux investisseurs belges, correspondant à une prise de participation de 20% dans la société. Ce capital est destiné à consolider l'avenir à long terme de l'entreprise sur le sol luxembourgeois et à ancrer ses produits verts éco-responsables comme la nouvelle norme dans les habitudes hygiéniques. L'équipe travaille d'ailleurs déjà activement à développer une gamme cosmétique verte de gels douche, shampoings et crèmes de jour, destinée à l'hôtellerie et au secteur du bien-être.



Article :

LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL
laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM



A professional headshot of a middle-aged man with short, light brown hair. He is wearing a dark blue suit jacket, a white collared shirt, and a dark blue tie with thin, light-colored diagonal stripes. He is smiling warmly at the camera. The background is a plain, light color.

Interview

FREDRIK PERSSON

President of BusinessEurope

“Business is part of the solution to many of the challenges facing Europe”

Mr Persson, you have taken up your new function as President of BusinessEurope on 1 July 2022. You have a remarkable career and FEDIL is delighted to be working with you and we wish you all the best. What is your vision and what are your priorities for BusinessEurope and its members?

The President of BusinessEurope is the voice of the European business community. There will be continuity in our positions, which are the result of a coordination process with our member federations from across the continent.

But of course, every President brings his own style, his own experiences and points of views. These can reflect from which part of Europe they come and which sectors he or she has worked in. This is why BusinessEurope's members are keen to have a certain rotation among larger and smaller countries as well as different entrepreneurship experiences when electing the President.

As a Swede I come from a medium-sized country in the North of Europe. I am a strong believer in the crucial necessity of a functioning single market (which is our common home market) and in the necessity for our economy to be open to the world. I will base my statements and actions on the compromises we will define with our constituency. However, these convictions will of course also remain a compass because, every President of BusinessEurope has two key tasks: to be the herald of a strong and competitive European economy and to make sure that the business community speaks with one voice to achieve this goal. Business is part of the solution to many of the challenges facing Europe, and speaking with one voice in the dialogue with policy-makers helps to ensure that the policies that are put in place allow companies to play their role in society.

During our last Council of Presidents, we defined our priorities for the Czech Presidency of the European Union. The Czech Presidency has a crucial role to play in putting Europe back on the path to security, stability and prosperity. Our immediate

concern is of course the very challenging energy situation we are facing at the moment. We urge the Czech Presidency to find rapid agreement in the Council on efficient EU emergency measures for companies and households. In addition, we count on the Czech Presidency of the European Union to inject stronger ambition in Single Market policy and in EU trade policy. These two policy areas were less at the centre of the attention in the last months and they are crucial for our economic resilience, especially to better weather crises such as the current one. We also count on the Czech Presidency to defend better regulation principles and steer the different legislative proposals it will deal with towards workable requirements for companies, from corporate governance and due diligence rules to Fit-for-55 proposals and social policy legislation. We support the objectives pursued in the areas I just mentioned. But we have concerns regarding some provisions which do not take into account the current crisis situation.

We are experiencing unprecedented times. The Covid pandemic and the war in Ukraine, the inflation, the energy crisis, and disruption in global supply chains are posing harsh challenges to European businesses. In the current scenario, additional burdensome obligations on companies clearly do not help. Nevertheless, the EU has moved forward with its initiatives on corporate sustainability due diligence, on corporate sustainability reporting and on sustainable finance taxonomy. Do you believe that these legislative initiatives and their envisaged impact on companies fit in our times of crisis?

We share the sustainability objectives pursued by the corporate sustainability reporting directive (CSRD) but do not believe that over-prescriptive reporting obligations will advance that cause. Companies want to focus on addressing real sustainability issues encountered on the ground, not on writing reports. Excessive reporting obligations discourage investment, including investment to reach sustainability objectives. Enterprises need a strong alignment of sustainability standards globally to avoid a fragmentation of reporting requirements around the world.

Implementation of the CSRD requires to prepare sustainability reporting standards. These standards must aim at helping companies to provide information that is proportionate, understandable, verifiable and comparable. The EU must avoid further gold plating of sustainability reporting rules, on top of the CSRD, the sustainable finance taxonomy and the proposed directive on corporate sustainability due diligence (CSDD) when developing sustainability reporting standards with the help of the European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG).

BusinessEurope is in favour of reasonable European rules on sustainable corporate governance and due diligence. Having a European due diligence framework is a good idea. However, more work is needed on the Commission's proposal to end up with a clear, proportionate and workable framework. Truly harmonised rules on due diligence have the potential to help tackle the environmental and human rights violations. However, unrelated concepts such as corporate governance do not belong in the current proposal on due diligence. Moreover, these rules should not shift on companies' shoulders the responsibilities of states. Yes, companies want to be part of the solution to make supply chains more sustainable, but states also need to fulfil their duty to protect human rights and the environment according to UN and OECD long-standing principles. BusinessEurope stands ready to work with co-legislators to make this initiative work, not only for people and society, but also for business which are the engine of our prosperity.

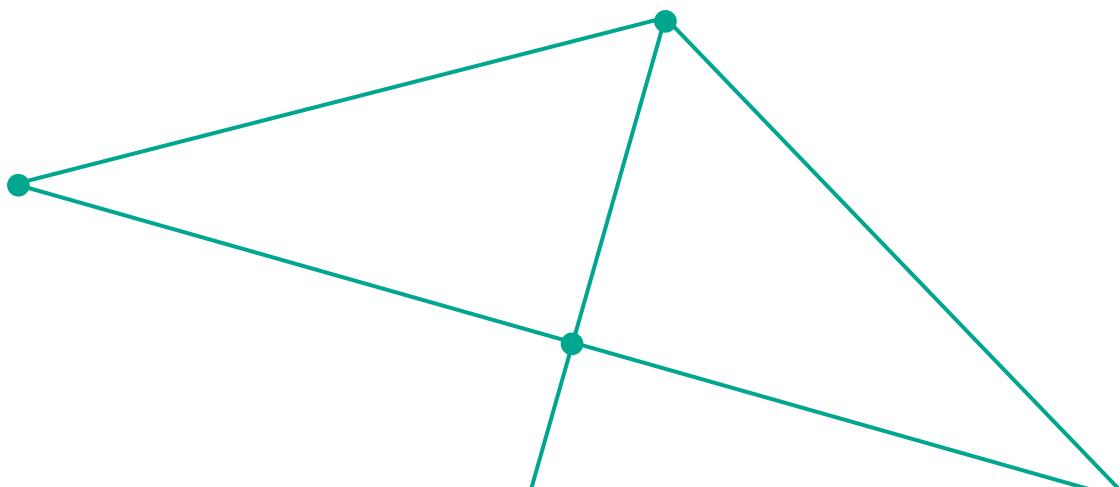
The EU has been tabling a set of legislative instruments on energy and environmental matters. As much as they have laudable objectives, they do pose expensive and difficult challenges to companies, first among everything the “Fit for 55” package. On the other hand, the EU intends to face the current energy crisis through instruments such as the “REPowerEU” and the “Temporary Crisis Framework”. What is your view on these instruments, and notably on the balance between obligations on companies and supporting measures?

BusinessEurope has always stressed that we stand behind the EU's long-term climate objectives, especially the goal of carbon neutrality. And business is acting. Emissions in the industrial sectors have reduced by 35% since 1990. It is also clear that in the long term, a full switch to decarbonised sources of energy is the answer, not only to reach the EU's climate targets, but also to lessen dependence on foreign suppliers.

We support the ambition of the RePowerEU plan, but we need to be realistic about how fast this can happen. For example, our regasification capacity at LNG terminals is limited and cannot be increased by miracle. And it can take up to 10 years to build a wind farm in Europe. Reducing this dependence is a long-term task. What is key for this winter is to explore all options to ensure the continuation of business activity in Europe.

The current energy crisis is hitting Europe harder than other world regions. Gas prices on the spot market in Europe are 10 times what they are in the USA, for example. Tackling skyrocketing energy prices and finding ways to mitigate them is an urgent matter of survival for European industries. Policymakers must be careful not to further deteriorate this situation by rushing through half-baked climate measures. For example, a Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) without a reliable solution to address export competitiveness will further intensify Europe's deindustrialisation and increase global emissions.

Yes, in the long run, measures of the “Fit for 55” package, e.g. on renewables and energy efficiency can make an essential contribution to reducing our dependency on Russian gas. However, we must avoid a scenario where the additional regulatory and financial burden brought about by the package delivers another critical blow to struggling companies. What we need is decarbonisation, not deindustrialisation.





Seeing the fragilities of global supply chains, we support a resilient and strong model for an open strategic autonomy as well as new opportunities for reshoring industrial activity to the EU. Do you think that they are desirable, and do you see the current EU setup as capable of achieving these goals, especially

if we take into account the regulatory straitjacket built up over decades?

In the current unstable environment, companies might decide to produce closer to home or to separate business operations when it comes to markets that present more risks, for instance due to their political instability or autocratic system. This is a company decision. What we ask from politicians is to have a legal framework in Europe that supports competitiveness. This includes a trade policy that opens new trade and investment opportunities for European companies through bilateral trade agreements. With raising costs of energy and raw materials in Europe, our companies need to be able to access more suppliers at more competitive prices. Exporting to faster growing regions in Asia or Latin America helps companies to invest and create jobs in Europe.

Europe cannot be self-sufficient, but we should mitigate our exposure to certain partners that can be considered as less reliable for political or economic reasons. We believe in improving our resilience through diversification, looking to other alternative markets for instance in Latin America (Chile, Mexico, Mercosur), in Africa or in Southeast Asia (e.g. India, Indonesia). These countries present opportunities for diversification and for closer economic and political ties. Europe has an interest in being more present in these regions because they are growing fast and because we want to promote our democratic model of economic development and social wellbeing, which is more sustainable, inclusive and mutually beneficial compared to others.

We are not convinced that “friend-shoring” is the answer. We cannot trade only with like-minded countries because this will lead to further political and economic divergence that ultimately can increase the risk of conflicts. We should not alienate those that might think differently. We need to engage with them. However, in some very specific areas related to critical technologies (in goods that can be used for civilian and military

purposes) we might need to be more careful and coordinate more closely with like-minded partners.

We believe that technology and innovation can accompany business in facing the challenges of these times. We wonder whether enough is done at EU level, also considering the shortage of labour force and skilled workers which is impacting business across the EU. How do you see the EU should improve its policies on technology and innovation to have a better impact on EU companies, including the need to address the shortages issues?

Growing labour and skills shortages is a key and immediate challenge, which goes beyond the issue of technology and innovation. Companies from various sectors are faced with labour shortages and at different skills levels. Having said this, we have shortages in digital skills and this is a key bottleneck for digitalisation and growth for many companies. Recruitment difficulties for ICT professionals were already significant before the Covid crisis. According to a Eurostat survey conducted in 2021, 55% of companies experienced difficulties in recruiting ICT specialists in 2019. The difficulty to recruit ICT specialists is getting worse, as labour shortages have become even more acute during the recovery.

BusinessEurope has asked the European Commission to come up with an action plan to support Member States in tackling labour force and skills shortages in its 2023 work programme. This initiative needs to materialise and take into account the

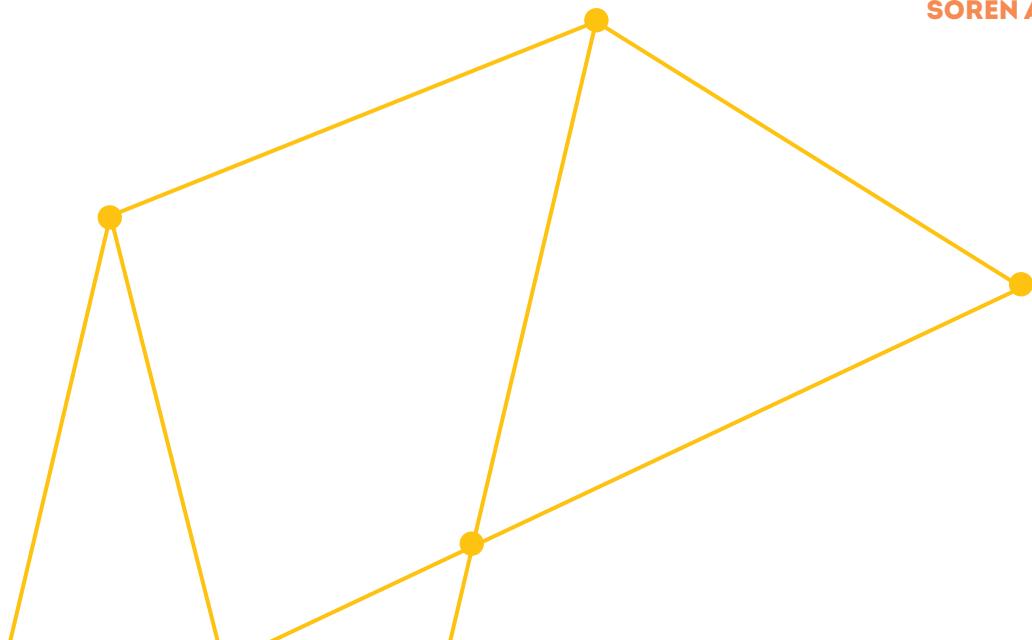
rapidly changing economic and labour market contexts. We welcome the Commission's proposal to work towards two Council recommendations on digital skills and education in 2023. The aims of these future recommendations should be to reduce the digital skills gap, support innovation, increase the pool of digitally competent teachers and trainers, enhance digital learning infrastructure, and improve cooperation between education and training institutions and employers.

Active labour market policies also have a key role to play. We need innovative methods of reaching out to inactive people, better childcare or long-term care services and improved skills intelligence at EU, national and local level. The EU and Member States should work towards developing in-work benefits to increase employment participation, improving mobility in the EU as well as economic migration of the third country nationals to fill unfilled vacancies across Europe.

Making good use of governments' resources and funds is particularly important in a context of high inflation. Exceptional measures to support companies and households facing higher energy and food prices must be well targeted. And in a context of higher interest rates, credible strategies to put public finances on a sustainable path is crucial.

Finally, economic migration has a role to play to have well-functioning labour markets in Europe. The changing labour market context and rising recruitment difficulties in Europe call for a fresh EU approach to economic migration.

Photos :
**BUSINESSEUROPE
 SOREN ANDERSSON**





MORE THAN
60

YEARS OF
EXPERIENCE

our brochure with the
complete programme
of the division



2, route de Bissen
L-7759 Roost
Tél.: +(352) 85 97 91-1
Fax: +(352) 85 92 38
ameco@ameco.lu



INDUSTRIAL ASSEMBLY AND MAINTENANCE

- Construction and maintenance of entire production facilities
- 50 workmen in multidisciplinary teams
- Complete support of our workshops
- Unique fleet of machines and vehicles in LU



www.ameco.lu

A network graph is displayed against an orange background. It consists of several clusters of nodes connected by lines. One cluster in the top left is white. A large cluster in the center-right is yellow. A smaller cluster in the bottom left is teal. The nodes are small circles, and the connections are thin lines.

focus

Joint position on the Proposal for a Directive on Corporate Sustainability Due Diligence

En date du 23 février 2022, la Commission européenne a publié une proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Cette proposition vise à favoriser un comportement responsable des entreprises qui devront évaluer les risques d'atteintes graves à l'environnement, à la santé et aux droits de l'Homme tout au long de leurs chaînes de valeur et prendre toute mesure pour les prévenir.

Si nous comprenons évidemment le rôle important de la diligence raisonnable pour assurer la durabilité et le respect des droits de l'Homme et de l'environnement dans les affaires et soutenons la mise en place d'un cadre légal harmonisé, le monde économique émet toutefois un certain nombre de réserves quant aux nouvelles règles proposées. Ces inquiétudes des acteurs économiques s'inscrivent dans un contexte conjoncturel extrêmement tendu et incertain, marqué par une crise énergétique, des défaillances dans les chaînes d'approvisionnement, une inflation galopante et, plus généralement, un carcan réglementaire construit au fil des décennies qui pèse de plus en plus lourd. Dès lors, il ne faudrait pas que de nouvelles obligations disproportionnées viennent mettre en péril la compétitivité des entreprises européennes déjà lourdement affectées.

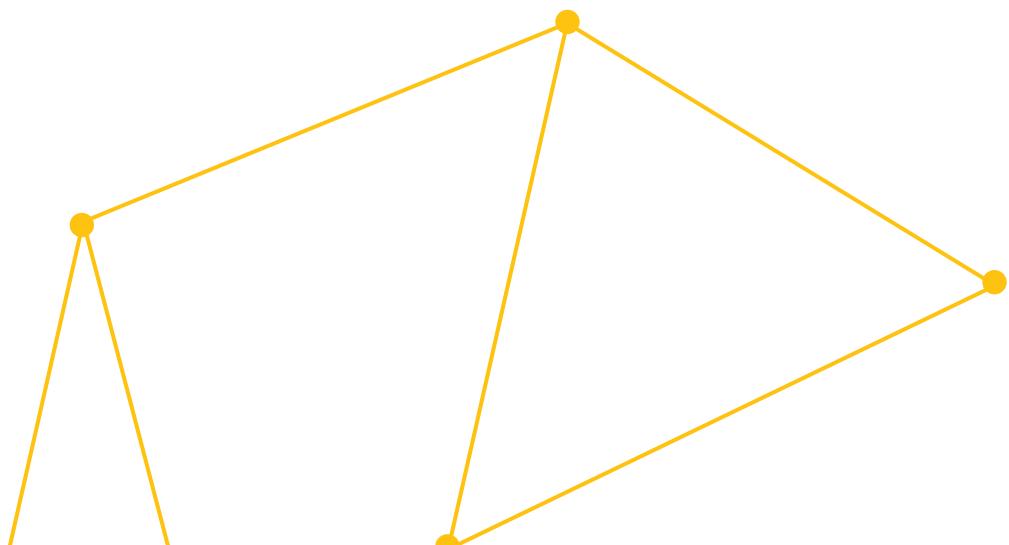
Dans ce contexte, la **Chambre de Commerce du Luxembourg** et la **FEDIL** ont élaboré une position commune sur la proposition de directive. Vous en trouverez ci-après le résumé des messages clés. Le document complet comprenant l'évaluation juridique détaillée pourra être consulté sur notre site internet.

CHAMP D'APPLICATION

D'après la proposition de directive, les nouvelles règles relatives au devoir de vigilance s'appliqueront aux entreprises et secteurs suivants :

- Entreprises de l'UE :
 - ◊ Groupe 1 : toutes les sociétés à responsabilité limitée de l'UE de grande taille et ayant un pouvoir économique important (employant plus de 500 personnes et réalisant un chiffre d'affaires net supérieur à 150 millions d'euros à l'échelle mondiale).
 - ◊ Groupe 2 : d'autres sociétés à responsabilité limitée exerçant des activités dans des secteurs à fort impact définis, qui n'atteignent pas les deux seuils du groupe 1, mais emploient plus de 250 personnes et réalisent un chiffre d'affaires net de 40 millions d'euros et plus à l'échelle mondiale. Pour ces entreprises, les règles commenceront à s'appliquer deux ans plus tard que pour le groupe 1.
- Entreprises de pays tiers actives dans l'UE dont le seuil de chiffre d'affaires est aligné sur celui des groupes 1 et 2 et dont le chiffre d'affaires est réalisé dans l'UE.

Les petites et moyennes entreprises (PME) ne relèvent pas directement du champ d'application de cette proposition.





Further to the position papers and declaration statements of their respective European associations¹, this document constitutes the Luxembourg Chamber of Commerce's and FEDIL's additional contribution to the proposal for a Directive of the European parliament and of the Council on Corporate Sustainability Due Diligence and amending Directive (EU) 2019/1937 (hereafter referred to as the "Proposal" or the "Directive").

I. INTRODUCTION

On 23 February 2022, the European Commission (hereafter the "Commission") published its Proposal of a Corporate Sustainability Due Diligence. The Proposal imposes upon in-scope EU and non-EU companies far-reaching obligations to set up and implement due diligence policies to identify, prevent or mitigate, and ultimately end, adverse impacts of their activities on human rights and the environment. The Proposal also introduces a specific obligation relating to climate change as well as a revised duty of care for directors regarding sustainability matters, along with a personal liability regime for directors of in-scope EU companies, actionable by stakeholders (as defined under the Directive).

The Chamber of Commerce of Luxembourg and FEDIL - The Voice of Luxembourg's Industry, together with their members, understand the important role of due diligence in ensuring sustainability and respect of human rights and environment in business. We therefore welcome the initiative of the Commission to legislate at EU level for the purpose of establishing a harmonised legal framework.

However, the Proposal raises significant concerns, especially under the current conjuncture. Luxembourg industry and businesses managed to remain active during the years of the Covid pandemic, though not without struggles and slowdowns, where demand was low and so were profits. On top of that, the increasingly rising price of energy further aggravated the

situation across various sectors of the economy. As if that was not challenging enough, the vile aggression of Russia against Ukraine and its consequences on the supply of energy, food and other materials weakened the economy more and more. In such a tense and unpredictable context, if the commendable legislative initiatives the EU has tabled under its Fit-for-55 package, and which businesses support, should also be considered as they are certainly posing harsh and expensive challenges to them. All these factors should be considered together. In light of this, it is clear that production as well as supply and logistics, have become fragile and costly and we therefore envisage that the implementation of the Directive, should it be adopted as proposed, would cause (or contribute to cause) the following consequences:

- ◊ difficulties to find raw materials, especially those mostly or exclusively located in third countries, and to have access to energy sources, hence disruption of production and interruptions of supply chain which could ultimately result in shortages of related products and continuing price inflation;
- ◊ inconsistent application between and within EU Member States (hereafter "MS") and absence of sufficient level playing field between EU companies and with regard to non-EU companies, due to unclarity and inconsistency of many key provisions and unjustified discrepancies between rules applicable to EU and non-EU companies;
- ◊ additional administrative, compliance and staff related costs for companies, due to the very broad span of obligations and the complexity of the rules proposed as well as due to the absence of uniform standards and support schemes;
- ◊ real negative impact on companies' competitiveness, considering that out-of-scope non-EU companies, including competitors, will be significantly less affected - if not at all - by

¹ FEDIL is member of BusinessEurope; the Luxembourg Chamber of Commerce is member of Eurochambres.

the Directive and may very likely benefit from the probable disengagement of EU companies from certain “problematic” non-EU jurisdictions, where violations of human rights and environment protection standards are continuing;

- ◊ high compliance costs and negative impact on companies’ competitiveness are expected to have important social costs, such as unemployment in the EU; and
- ◊ finally, it cannot be completely excluded that in-scope companies decide to relocate their business outside of the EU and stop providing goods and services in the EU. That would be merely the result of non-availability or lack of raw materials and energy sources within the EU, and of an effort to avoid the significant costs that implementation of the Directive’s unfeasible due diligence obligations may entail, especially regarding certain “problematic” non-EU jurisdictions.

We therefore consider essential that the ongoing legislative procedure should aim at:

- avoiding additional fragmentation of internal market rules;
- ensuring uniform rules in all MS and adequate standardisation tailored to the specific sectors as well as consistency with existing frameworks;
- imposing proportionate, workable and enforceable rules on companies to effectively contribute to sustainable business conduct;
- mitigating any elevated risks associated with the implementation of the Proposal, such as price inflation, serious disruptions in certain supply chains and resulting critical shortages.

In addition to the current legislative action at EU level, we invite the EU Institutions and the MS to continue and increase their efforts at global level as well, in order to successfully associate

all relevant actors, both European and non-European, in that same endeavour.

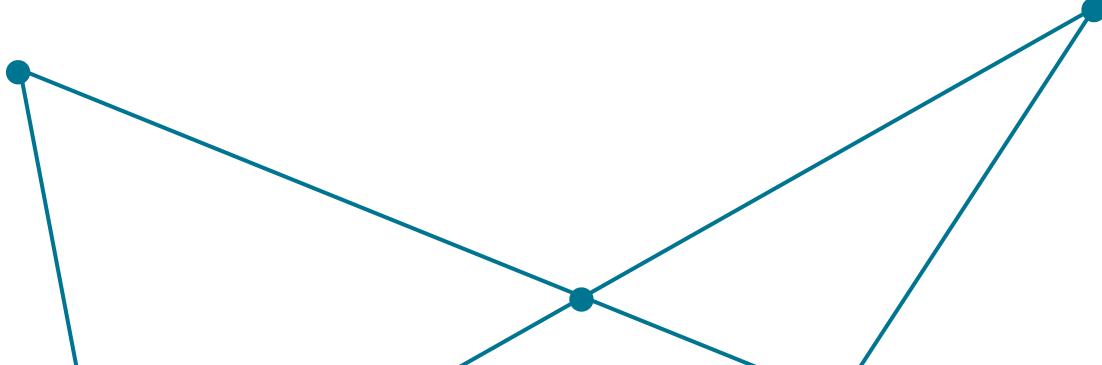
The **Chamber of Commerce of Luxembourg** and **FEDIL - The Voice of Luxembourg's Industry** have drafted this joint position paper which contains an executive summary of our key messages on the Proposal (section II.) and a legal assessment of the main provisions of the text which have, or are likely to have, a significant impact for our members and their organisations, together with our key messages elaborated in detail (section III.).

II. EXECUTIVE SUMMARY OF KEY MESSAGES

Our key messages on the Proposal can be summarised as follows:

Introducing proportionate, workable, and more targeted rules for companies:

In practice, **it is very challenging**, if not impossible, for companies to control their whole value chain i.e., in addition to their own operations and the operations of their controlled subsidiaries, also the operations of entities with whom companies have an established (direct or indirect) business relationship. The proposed obligations are therefore **not reasonable nor workable** and companies should not be held responsible for events that are out of their control. Considering the far-reaching obligations (and associated liability) imposed upon companies, it should be expected that their operations will be impacted, leading to serious **impairment of their competitiveness**. For example, EU companies will have to withdraw from third-country “problematic” jurisdictions where it is already proven impossible - for various political and social reasons - to impose EU protection standards. Due diligence obligations should thus be **feasible and workable** and should only cover the **first-tier direct supplier(s) of in-scope companies**.



The Proposal makes no distinction between operations in the EU and operations outside of the EU, although in the EU territory there is already a very high standard regarding human rights and environment protection. Hence, it is not proportionate to impose on companies the same obligations in both their intra-EU operations and to extra-EU operations. The Directive should **differentiate the obligations within the EU and outside the EU**. In the same vein, a **more targeted due diligence regime** should be introduced, based on the most relevant adverse impacts, in respect of certain products and not any activity of the in-scope companies without any further distinction whatsoever as regards the actual risks for human rights and the environment involved.

In addition to the above, the introduction of a prioritisation system of suppliers based on country or industry-specific risks should be envisaged. Such a prioritisation system could be either factored-in the material scope of the Directive or provided for thereunder as an implementation measure for companies. The exclusion of small and medium-sized enterprises (hereafter "**SMEs**") is welcome. However, they will be indirectly affected as suppliers in the supply chain and will face challenges and contractual constraints. This will imply costs of implementation and unnecessary bureaucracy and burdens for SMEs, which should be avoided or, at least, mitigated with appropriate accompanying measures.

Moreover, competitiveness of EU companies active in third-country markets needs to be preserved. Otherwise, it is expected that non-EU competitor companies, which are not subject to such stringent rules, will probably take over those market shares, with negative consequences on employment as well as on prices and availability of products.

Ensuring an adequate level playing field and avoiding further fragmentation of EU internal market rules:

- A. The Proposal creates an imbalanced situation as regards non-EU companies and does not deliver the requisite **level playing field**. The turnover thresholds for non-EU companies in scope are much higher than for EU companies, considering that only their net turnover "generated" within the EU is to be accounted for. This implies that EU companies ultimately falling within the scope of the Directive will be smaller in size than in-scope non-EU companies. The turnover criteria should be the same **for both EU and non-EU companies**, i.e. the **reference turnover should be that generated within the EU**.
- B. The Proposal leaves too much discretion to MS to legislate when transposing the Directive into national law. Such an important leeway left for MS may lead to further fragmentation of rules within the EU internal market. The Directive should **ensure full harmonisation of key provisions to deliver an adequate level playing field among MS and to ensure uniform rules and standardisation within the single market**. At least key provisions, especially those imposing obligations and requirements related to due diligence plans, reporting and information sharing obligations and liability, should be fully harmonised and coherent.
- C. On the face of it, the due diligence obligations established are set at company level and not at group level. Whilst we understand the reasons for this choice, the challenges for groups of companies de facto exposed to different national rules within the single market must be addressed. Groups of companies should have the flexibility to organise their due

diligence plans according to their business model, thereby avoiding fragmentation of approaches and enhancing the effectiveness of due diligence strategies and actions within groups.

Important definitions should be revised and clarified:

In addition to the notion of “value chains”, the following definitions should be revisited, i.e.:

- A. The terms “**adverse environmental impact**” and “**adverse human rights impact**” should be more precisely defined in order to allow for clearly defined obligations for in-scope companies and grant predictability to all stakeholders.
- B. The definitions of “**business relationship**” and “**established business relationship**” are very broad and unclear and do not cover certain “grey areas” of the supply chain. These concepts need to be clearly defined and should be -in any case- limited to direct suppliers only.
- C. The definition of “**stakeholders**” is extremely broad, considering that the obligations imposed upon companies concerning “stakeholders” are many and significant. This definition should be narrowed down. For example, “stakeholders” could be defined as those having specific attributes peculiar to them or by reason of circumstances that differentiate them from all other persons and having a specific and actual (or soon to occur) injury that is causally connected to the conduct concerned.
- D. “**Appropriate measures**”: the Proposal does not provide sufficient guidance to companies as to what is “reasonable”

or not. Considering that the company’s “influence” is to be taken into account when assessing whether a measure is “appropriate” or not, it still remains unclear which measures allow companies to comply with their due diligence obligations. Companies need legal certainty as to whether the measures they have taken allow them to be compliant or not.

Need for legal certainty, effectiveness and enforceability of due diligence obligations and the importance of standardisation:

The vague nature of the due diligence obligations and the absence of concrete criteria measuring companies’ sustainability render the Directive theoretical in scope and do not provide companies with the necessary certainty as to whether they are compliant or not. The measures to be taken and the actions to be undertaken by in-scope companies clearly overlooked important practical issues affecting the effectiveness and enforceability of the Proposal’s obligations.

The provisions on due diligence obligations need to be redrafted in a practice-oriented way to further provide companies with practical guidance as to how to carry out their due diligence exercise and prove their compliance.

In addition to Commission’s guidelines, companies should be allowed to have recourse to standardisation schemes, such as unified labelling or certification systems, based on common standards and delivered by certified bodies. Moreover, standardisation should be tailored to the different sectors of activities. To this end, standards should be elaborated following consultation with business operators.

Model contractual clauses should be developed together with business, including SMEs:

They should be **available as soon as possible** to leave time to companies to implement them.

In this respect, it should be also considered that it is not always possible or feasible to negotiate their insertion into existing contracts with business partners or impose them upon more powerful third-country partners, and therefore their value might be limited in practice. As a consequence, the co-legislators need to take this into account and provide for more practice-oriented solutions that could in fact alleviate companies' burden.

Guidelines to companies and precise accompanying measures are needed:

The accompanying measures to support the Directive's implementation by companies are **neither sufficient nor appropriate**. The Directive, if adopted as proposed, might not facilitate in any way the introduction of these measures. **Common EU rules** should be introduced to **provide precise accompanying measures**. Moreover, **specific accompanying measures should also be introduced taking into account sectoral standards and needs**. Lastly, the **Commission should have a prominent and centralised role** in granting companies the needed information and support.

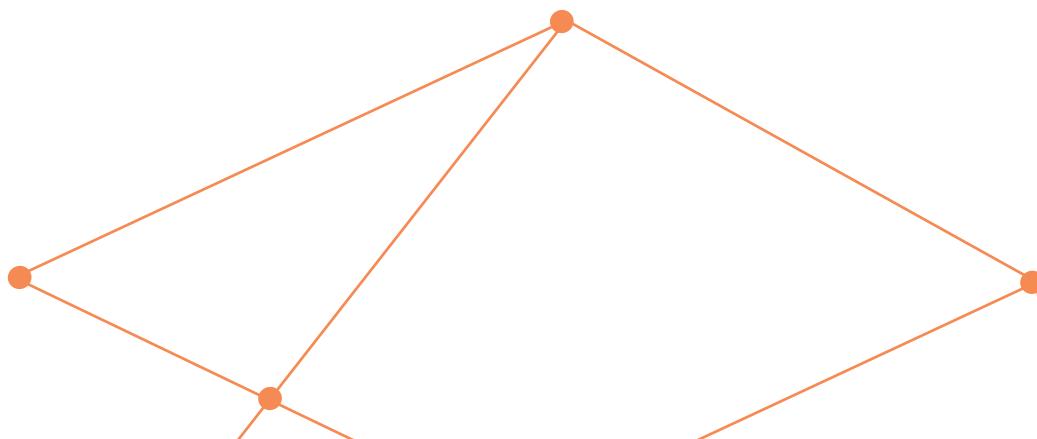
In order to provide support to companies or to MS authorities on how companies should fulfil their due diligence obligations, the Commission should issue additional and appropriate guidelines covering the activities concerned.

Obligations on climate change should not be included in the Directive:

The provision on climate change, if adopted as proposed, would only **create inconsistencies with already existing legislation**, while **adding further obligations** that are not related to the main purpose of the Proposal, which concerns due diligence and not climate change. Furthermore, this provision leaves **too much room for MS to interfere with well-established and functioning corporate governance models** and will **fragmentate even further the rules adopted within the EU**. This provision should be **deleted**, so that this issue can be properly dealt with by the other legislative instruments dedicated to it. In the alternative, this provision should be either **deleted** or - alternatively - **revised to provide precise rules and enforceable obligations, and not generic and inconsistent requirements further burdening EU companies without having any real added value**.

Sanctions and enforcement are not proportionate and lack guarantees:

- A. The proposed provisions on public enforcement are too intrusive, disproportionate and not appropriately counter-balanced with due process and appeal rights. They should be revised as to ensure the proportionality and due process safeguards.
- B. The concept of "public support" is **vague**, it could therefore **lead to legal uncertainty and to fragmentation of rules** within the single market. Moreover, this provision could violate fundamental principles of law insofar as it might lead to double punishment for the same facts, it does not contain



any time limitation, it does not refer to the severity or nature of the breach. This provision should thus be **redefined** considering the above considerations or **deleted**.

C. Public enforcement powers should be harmonised across MS to avoid fragmentation of rules and to ensure a level playing field within the EU. The Directive should therefore provide for more detailed rules regarding the set-up of supervisory authorities and their powers.

D. Furthermore, it is necessary that the Directive ensures coordination among the different MS supervisory authorities, especially in the case where more than one companies from the same group are established in different MS. To this end, the Directive could provide for the establishment of a central authority overseeing its implementation across MS.

E. Lastly, the competence granted to national supervisory authorities concerning substantiated concerns appear unlimited as they refer to any breach of the Directive's obligations. In addition, any stakeholder could bring a case before a supervisory authority. Only directly affected parties or entities with legitimate interest should have the right to file substantiated complaints, which should only refer to breaches of companies' due diligence obligations.

The proposed civil liability regime is in principle inadequate and needs considerable redrafting in line with EU civil law principles:

The civil liability regime for in-scope companies does **not fully respect EU civil law principles**, since it does not refer to the rules of civil liability which could give right

to compensation, i.e. an unlawful (intentional or grossly negligent) conduct by the company in breach of the failure to comply with the due diligence requirements, an actual and real damage occurred and a causal link between them. Also, companies should not be exposed to liability risks when they **could only have identified** the potential for an adverse impact **but could not have prevented** the resulting adverse impact or damages. Companies should not be held liable for the conducts of non-controlled subsidiaries. This provision should be **redrafted as to be in line with civil law principles and to not expose companies to unjustified excessive litigation**.

Rules on directors' duties need to be revised or deleted:

Provisions on directors' duty of care are **not clear and impose overarching general policy objectives** upon directors, actionable (in principle) by any "stakeholder". They will have a negative impact on companies' competitiveness, by creating risk aversion, slowing down decision-making processes, increasing legal and administrative costs and impairing recruitment of skilled individuals. These provisions should be therefore **deleted or revised**.

CONTACTS:

Chamber of Commerce

Evgenia KYRIAKAKI
Legal Advisor, Legal & Tax
Affaires européennes, Delegate to Eurochambres
evgenia.kyriakaki@cc.lu
T: (+352) 42 39 39 - 365
M: (+352) 621 435 406

FEDIL

Francesco FIASCHI
European Affairs Adviser
Permanent Delegate to BusinessEurope
francesco.fiaschi@fedil.lu
T: (+352) 43 53 66 - 601
M: (+352) 621 743 257

Actualités de la FEDIL

CHANGEMENT DE PRÉSIDENCE CHEZ CLOUD COMMUNITY EUROPE LUXEMBOURG

1 septembre 2022

À la suite de l'annonce du départ en retraite d'Yves Reding, CEO d'EBRC et Président de l'association Cloud Community Europe Luxembourg (CCEL), le conseil d'administration de CCEL a désigné un nouveau président en la personne de Fabrice Aresu, CEO de LuxTrust.



Fabrice Aresu prend le relai d'Yves Reding à la tête de CCEL

Fabrice Aresu occupera également le siège d'Yves Reding au sein du comité de pilotage du « Gaia-X Luxembourg Hub » et reprendra son mandat au sein du conseil d'administration d'ICTluxembourg.

Depuis sa nomination il y a sept ans, Yves Reding s'est attelé à promouvoir le Cloud Computing et son adoption en mettant l'accent sur le développement de l'économie numérique et l'importance de la souveraineté digitale européenne. Son mandat a été marqué par de nombreux accomplissements, parmi lesquels :

- L'engagement de l'association dans l'écosystème européen Gaia-X ainsi que dans l'aisbl européenne Gaia-X ;
- L'initiation de la création du « Luxembourg Gaia-X Hub », point de relai national de l'initiative européenne Gaia-X ;

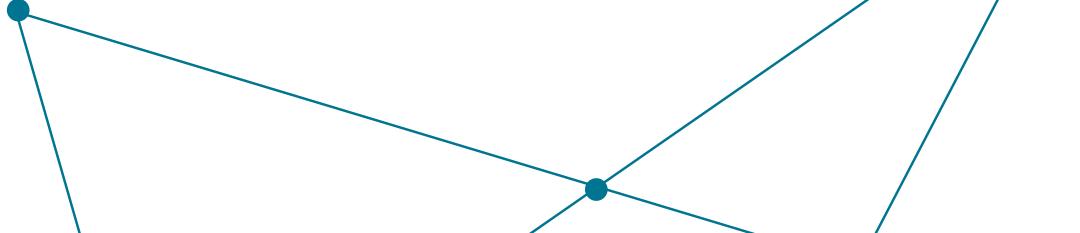
- L'organisation de conférences sur l'initiative européenne « Gaia-X » ;
- La constitution d'une nouvelle association européenne « Cloud Community Europe » et la modification du nom de l'association luxembourgeoise, autrefois « EuroCloud Luxembourg » ;
- La création d'un catalogue des services de cloud computing proposés par les membres de l'association ;
- La refonte des « Luxembourg Cloud Awards » avec de nouvelles catégories dont l'ouverture aux start-ups actives dans le cloud computing.

En tant que nouveau Président, Fabrice Aresu mettra l'accent sur :

- La croissance de l'association et de ses membres ;
- Le renforcement des liens et des initiatives avec les associations et autorités européennes ;
- L'accompagnement des divers acteurs locaux et internationaux dans leur adoption des nouveautés Cloud (Edge Computing, SASE, ...);
- Le soutien dans la continuité d'initiatives ambitieuses comme Gaia-X, le Wallet Européen et bien d'autres.

L'ensemble des membres de l'association se joint aux administrateurs de Cloud Community Europe Luxembourg pour remercier chaleureusement Yves Reding pour son engagement indéfectible au fil des années. Il aura pu s'appuyer sur une équipe d'experts et de partenaires afin de mener à bien les différents projets de l'association et défendre les intérêts du cloud au Luxembourg et sur la scène européenne.

« Le cloud est aujourd'hui omniprésent. Avec la construction de l'Europe digitale et le lancement du projet Gaia-X, notre association a une opportunité unique de contribuer à positionner le Luxembourg comme capitale digitale européenne. Fabrice, déjà impliqué dans le projet GAIA-X au niveau européen, a tous les atouts pour fédérer et accélérer notre engagement pour une Europe digitale souveraine ». (Yves Reding)





GAGNEZ EN COMPÉTENCES AVEC NOS FORMATIONS !

Nouvelles formations dans le domaine de l'industrie

La FEDIL et la House of Training ont élaboré une offre de formations pour les entreprises et leurs employés du secteur de l'industrie. Dans l'optique de maximiser le succès de cette initiative, le catalogue a été construit avec et pour des entreprises du secteur.

50 formations, 2 parcours certifiants et 4 thématiques :

- l'organisation
- la technique industrielle
- l'industrie 4.0
- l'automatisme

La House of Training propose une offre de formation sur catalogue et sur-mesure dispensée par des formateurs eux-mêmes issus du monde professionnel.



HOUSE OF
TRAINING



FEDIL
The Voice of Luxembourg's Industry

Informations et inscription sur
www.houseoftraining.lu

An initiative of 



MEPs MEET INDUSTRY

2 September 2022

On Friday 2 September 2022, FEDIL held its first "**MEPs meet industry**" event.

Two FEDIL's member industries, Plastipak (LuxPET) and Eurofoil Luxembourg S.A., invited Luxembourg Members of the European Parliament to visit their production sites, showed them their lines of operation and presented their major challenges, such as the very high energy costs, the supply chain issues and the unavailability of raw materials.

Many thanks to our guests Marc Angel, Charles Goerens, Christophe Hansen, Tilly Metz and Isabel Wiseler-Lima for joining and making this event fruitful thanks to their active participation and their interesting questions.

Many thanks to our hosts Mario Vagli, Chief Operating Officer at Eurofoil and Jean-Pierre Thomas, Regional Director at Plastipak, and their teams for the well-organised tours and the clear presentations.

We look forward to having "**MEPs meet industry**" again next year!



CERCLE DES CHEFS DU PERSONNEL

3 octobre 2022

En date du 3 octobre 2022, nous avons eu le plaisir d'inviter nos chefs du personnel à une séance d'information au cours de laquelle ont été abordés un certain nombre de sujets d'actualité en relation avec la gestion des ressources humaines, dont notamment :

Nouveautés législatives et contexte économique actuel

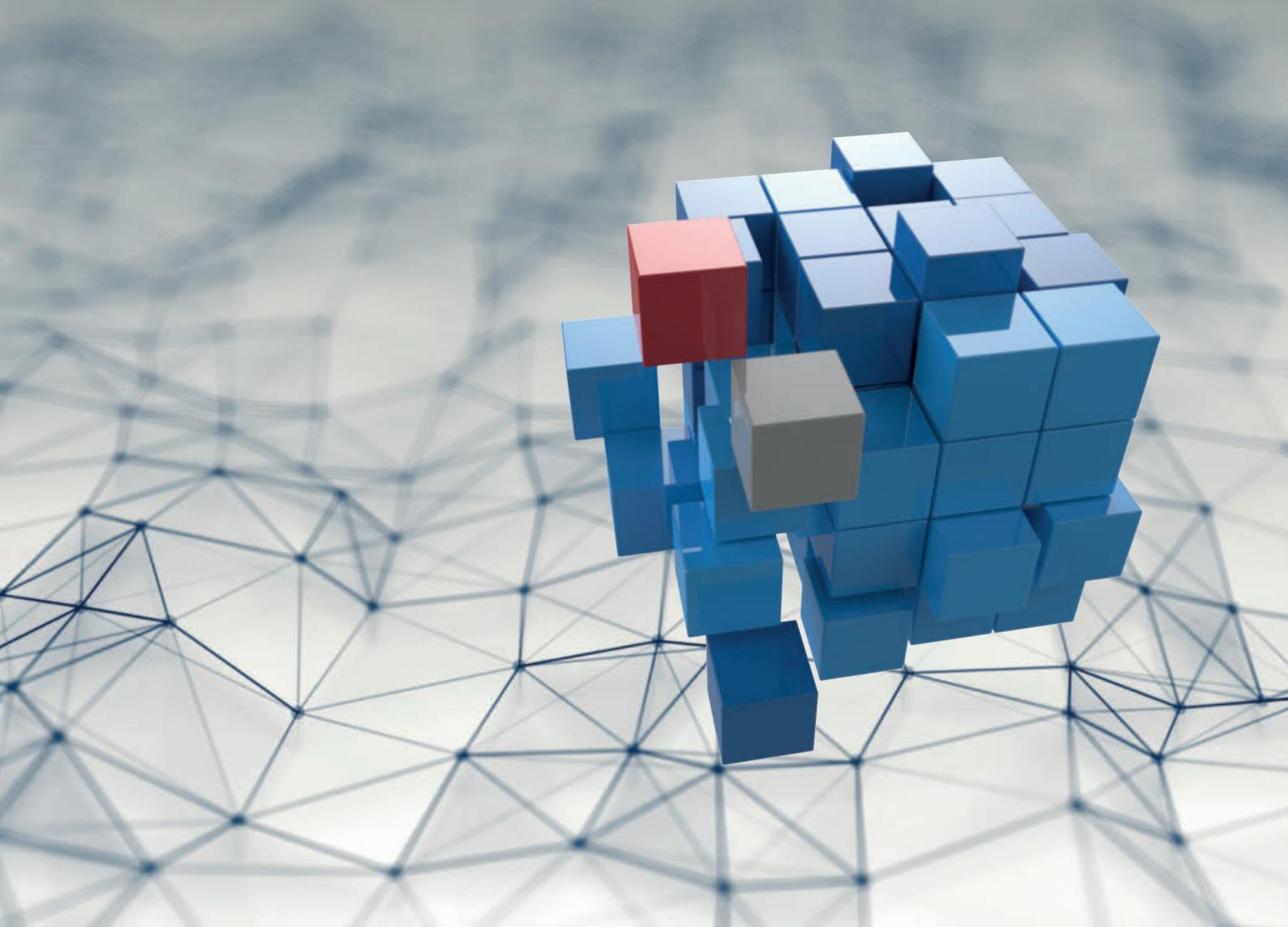
- Projet de loi n° 8070 portant transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne
- Projet de loi n° 8016 portant transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants
- Projet de loi n° 8017 portant modification du Code du travail et de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- Chômage partiel et mesures décidées suite à la tripartite de mi-septembre

Interventions de représentants externes

- Projet de loi n° 7945 portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union (intervention du ministère de la Justice)
- Traitement fiscal des suppléments de salaire (jour férié d'usage, majoration plus avantageuse des heures supplémentaires, etc.) (intervention de l'Administration des Contributions directes)

Les présentations sont disponibles sur le site de l'évènement sur fedil.lu/agenda.





Paul Wurth InCub – Together we create industrial value

Paul Wurth InCub is devoted to empower innovators in the Industrial Technologies sector by providing Paul Wurth's international expertise and exploring new market opportunities together.

For any information about the selection process, please contact:
contact@indu.tech



<http://indu.tech/>



Bienvenue à nos nouveaux membres

BUREAUX DE CONSEIL

- Etude Osmond | www.osmond.legal
- WGN-Consulting S.à r.l.-S

INDUSTRIE CHIMIQUE ET PARACHIMIQUE

- BB Distrilux S.à r.l. | www.mediair.lu

INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DES MÉTAUX

- Thesi Lux S.A. | www.luxport.lu

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

- Captivea Luxembourg S.à r.l. | www.captivea.com
- Symvio S.à r.l. | www.symvio.io

TRAVAIL INTÉRIMAIRE

- D-Interim.lu S.à r.l. | www.d-interim.lu
- Interactiv S.à r.l. | www.facebook.com/Interactivesesch
- PNS Interim Luxembourg S.à r.l. | www.pns-interim.fr/agences/13/esch-sur-alzette

Consultez l'annuaire des membres :



**FORUM
SÉCURITÉ - SANTÉ
AU TRAVAIL**
Salon

DATE DE L'ÉVÉNEMENT
26/10/2022
@ LuxExpo The Box

ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ AU TRAVAIL

Destiné aux dirigeants d'entreprise, aux responsables sécurité-santé en entreprise ainsi qu'à tous les acteurs engagés en la matière.

VISION ZERO
RISQUES ACCIDENTS MORTS



SÉANCE OFFICIELLE
& REMISE DU PRIX SST
> 100 exposants et animations
20 workshops



LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES
POUR visiteurs, exposants
(premier arrivé, premier servi)
et animateurs de workshop



PLUS D'INFORMATIONS
www.visionzero.lu/forum-sst

Organisateurs



Partenaires



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé
Direction de la santé



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail, de l'Emploi et
de l'Économie sociale et solidaire

Avec le soutien de

Découvrez nos nouvelles cartes en ~~PLASTIQUE~~



Pour associer **innovation et durabilité**, nous vous proposons désormais des **cartes Mastercard®** fabriquées à **84 % à base d'amidon de maïs (PLA)***.



Pour réussir le défi de la transition,
accélérons ensemble.

bgL.lu/fr/mastercard



**BGL
BNP PARIBAS**

**La banque
d'un monde
qui change**

boldboldbold
boldboldbold
boldboldbold
boldboldbold
boldboldbold
BOLD INNOVATION

Data connectivity and Artificial Intelligence for advanced mobility

No one can deny that the concept of mobility has evolved. There is a revolution taking place. Nowadays, mobility takes on advanced forms such as fleets, autonomous, connected, electric and sustainable vehicles, involving many stakeholders in a multifaceted ecosystem.

Autonomous vehicles, whether cars or trucks, are connected and become part of the Internet of Things. One day, vehicles will be connected to each other, to roads and other infrastructures. Goodyear aims to be part of that ecosystem and plays a major role once tires are on the market, focusing on what goes beyond tires. In this sense, tires are becoming an integral part of the mobility ecosystem within cars and trucks.

Besides developing tires, which remains Goodyear's core business, the company has adapted its strategy to be at the forefront of tire innovation to enable mobility of the future. To anticipate what lies ahead in terms of mobility for customers and fleets, Goodyear is developing leading-edge technologies as well as products and services. To achieve that, the company has set itself a bold goal: reinventing tires and services for all upcoming products by 2027. As part of the vision, the aim is to be at the forefront of transforming tires into intelligent systems for cars.

Using data, Artificial Intelligence (AI) algorithms, and sensory data, the company aims to deliver unique products and value-added services that enhance the customer experience and generate value for industry partners, as well. A smart strategy cannot be implemented without equipping tires with sensors, not even without designing them. This is what Goodyear plans on doing.

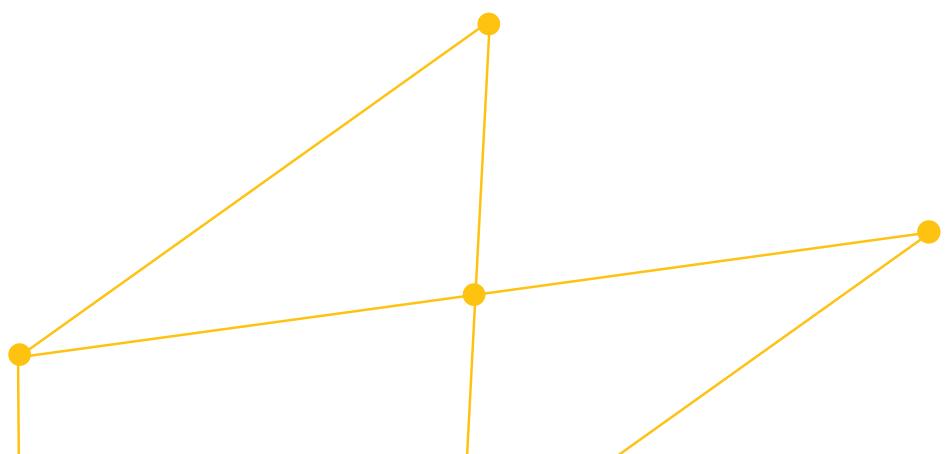
This broader vision allows Goodyear to develop technologies not only for incumbents, OEMs (Original Equipment Manufacturer) which it already works with, but also for disruptors, startups and companies in the automotive sector

that challenge the status quo (e.g., companies working on autonomous vehicle platforms).

Several years ago, Goodyear began building a team bringing together new skills around AI, sensors and cloud computing. This will enable the company to develop in house these cutting-edge technologies for intelligent tires.

Furthermore, developing new AI products requires a well-defined process in a step-by-step manner:

- **1st step: Data collection and gathering in compliance with data protection regulations.** Data are the foundation on which to generate algorithms. In order to ensure access to a comprehensive set of data, this process requires a strong collaboration with the sensor development team and external stakeholders like fleet managers.
- **2nd step: Analyzing data.** Assess quality and quantity of the collected data to have a good representative set of data on which the AI model can be built.
- **3rd step: Building models.** Depending on which algorithms and types of solutions are available (prediction, recommendation systems, optimization, etc.), the data scientists will decide which approach to take.
- **4th step: Developing a proof-of-concept (POC).** The POC will be shown to the team developing the product and to customers as well. POC allows for ensuring that the model meets the requirements in terms of performance and accuracy.
- **5th step: Scaling-up.** From the POC, make an upscale version using cloud technologies. The cloud is an important piece of the puzzle as well to deliver the solutions to the customers. From the POC, the team will adjust the model, the algorithm, to make it fit for different types of conditions under which it will be used, e.g., a high number of vehicles, different types of sensors, different roads or weather conditions, etc. and become a real product that can be sold to customers.

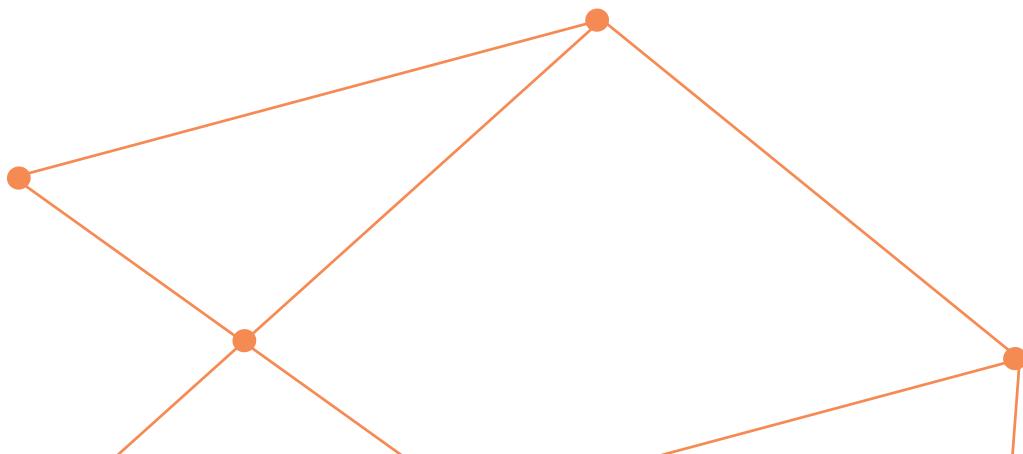


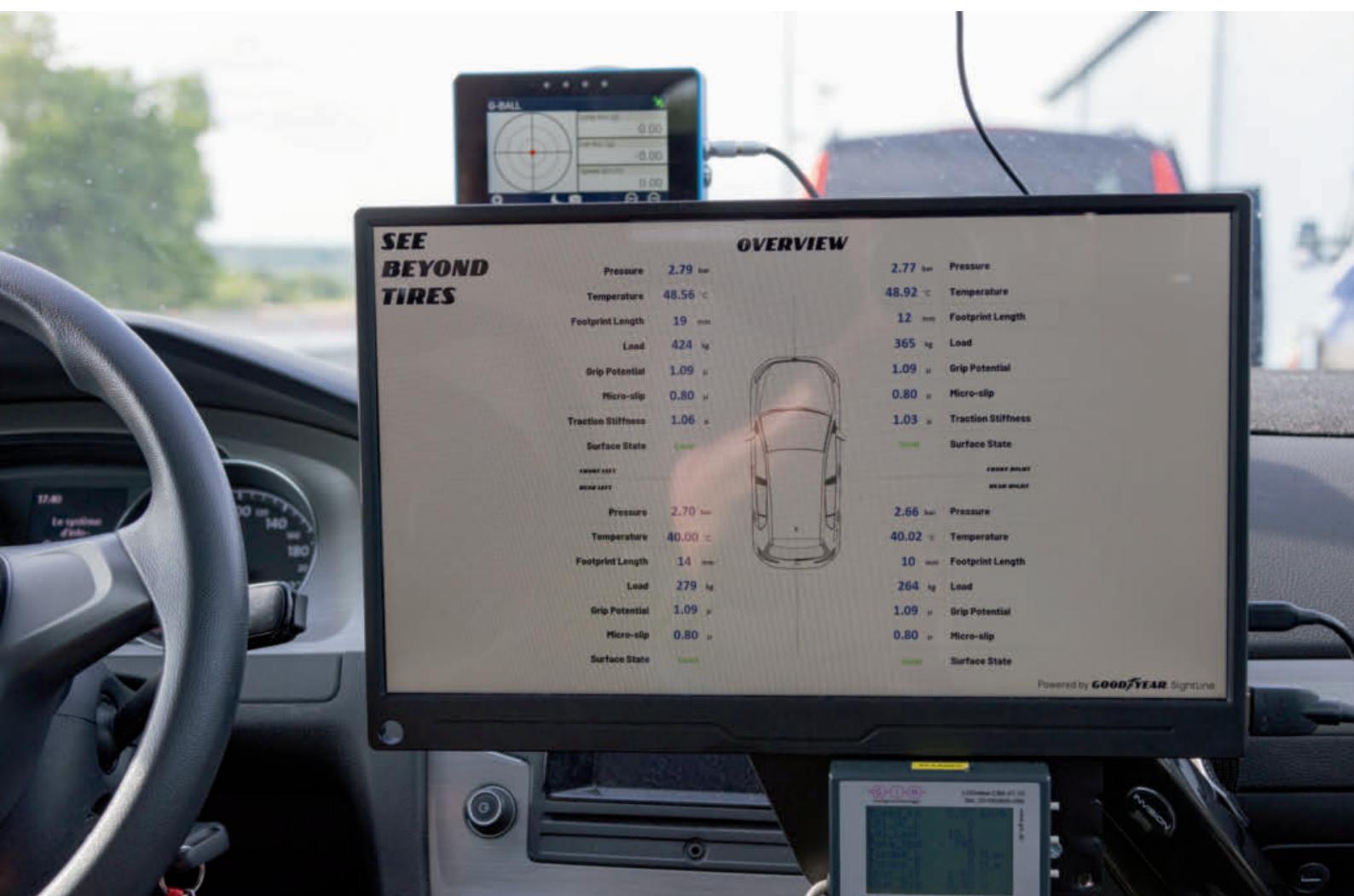
AI algorithms developed within Goodyear are applied to some use cases which represent business opportunities.

1. With **autonomous cars**, safety and performance are of utmost importance. Using tire data, Goodyear is building out AI algorithms aiming at informing the vehicle about road conditions. As a matter of fact, a human driver has a lot of perception power, making decision when looking outside if it is snowy, icy, to accelerate or break slow. However, the decision to be made by autonomous cars needs to be automated. For that, Goodyear AI algorithms are taking in all the information available which includes data from 3 sources - tire sensors, vehicle sensors and external weather information - then combining them in an efficient manner and helping the virtual driver decide what the limits for today's driving conditions are, assuming that the road conditions are changing, e.g. what maximum acceleration should be permitted, what distance the autonomous car should keep from the car in front of it when driving, what maximum speed the car should be going at when making a turn. Goodyear algorithm gives the car the ability to "sense" what is happening at the tire level and provides an extra level of confidence for some of the applications. Several car makers are very interested in adding this extra level of intelligence to the cars. Indeed, these cars often come with camera systems which are looking around the car, but cameras have inherent disadvantages also when the weather conditions are quite bad or when it is very dark. Likewise if the sun is glaring on the camera, it gets blinded quite easily.
2. With **fleet management**, minimizing downtime is key for cost saving and revenue benefits. Goodyear develops predictive AI algorithms collecting data and providing

information on the health of the tire, enabling then to assess what is the likelihood of the tire or the vehicle breaking down and proactively informing the driver and the fleet manager. The definition of the health of a tire is quite broad and can be around pressure monitoring. For example, has the driver picked up a leak? If yes, has the driver picked up a puncture and is the tire leaking? If yes, how much time does the driver have before it becomes a critical issue? Another example is when driving through a pothole which generated big impacts. Is the tire still in a good state or does it need to be changed immediately? A third example is estimating what the remaining tread depth is on the tire without physically measuring it. Often, with a fleet of 300 vehicles, people don't have the time to check it every day. Goodyear's algorithm can predict what the remaining tread depth is on the tire based on the driving pattern and the vehicle and other parameters. It can also make some intelligent recommendations. If winter is approaching, it could not be safe but risky to drive with tires with low tread depth. With the help of the algorithm, intelligent recommendations will be made to change the tire sooner and not wait until the last day to change tire. This will help the fleet remain safe on the road by minimizing downtime, which represents money loss. Goodyear offers a suite of tire intelligence technologies, which powers solutions for today and the future and Goodyear SightLine is the company's global tire intelligence platform (www.goodyearsightline.com).

3. Goodyear wants also to set up a recommendation system, adding a layer of AI, which will enable the customer to pick the right tire. The AI model could base the recommendations on information such as place of living, weather conditions, driving style, etc.





Taking advantage of its almost 125 years of experience and knowledge in tires, which represent a fundamental and strong competitive advantage over new players, Goodyear now develops 'physics-driven AI models'. The methodology consists in embedding tire knowledge into the AI models.

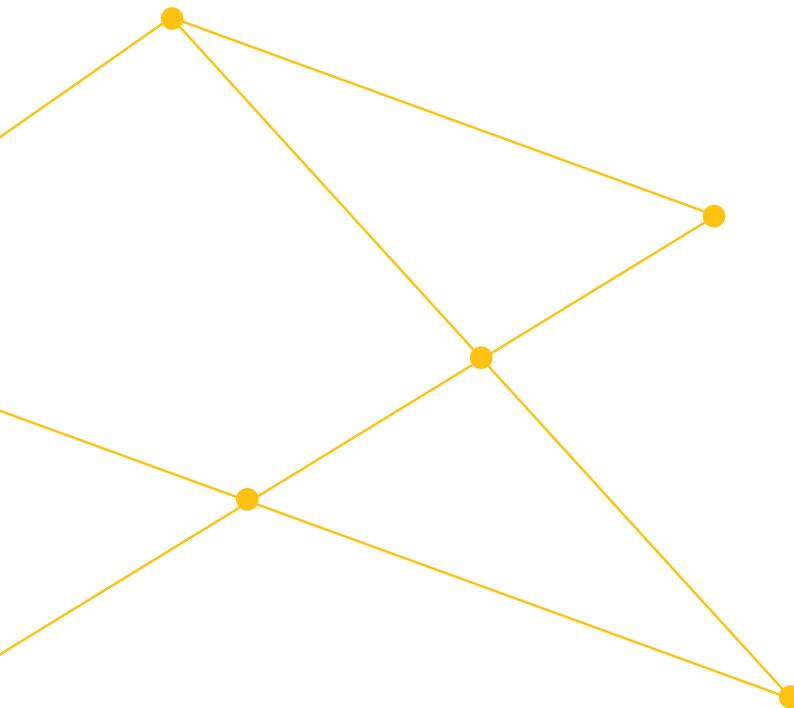
It is as well worth adding that, over the past five years, certain enabling technologies valued a dramatic improvement, e.g. chips are becoming cheaper and much more efficient, more computing power being available on the chips. Sophisticated algorithms can now be run on the tire chip itself. Therefore, the AI algorithms can also run embedded in the tire sensor. Thus, sensor data can be consumed in 2 ways. A first option is to process it in the tire sensor. Cellular connection has some latency, depending on the application. Autonomous cars can't afford to have any delay. Process must be fast, and answer must be given in milliseconds to the control systems. There, Goodyear is working on embedded solutions. In a second option, the data is streamed into the cloud and the AI algorithm is run there. As for certain applications like fleet management, Goodyear relies on cloud solutions since a certain amount of latency is acceptable when tracking fleets. In certain situations, cloud connectivity may not be available, so both must be considered.

As mentioned already, delivering solutions to customers relies on cloud computing technology. It is involved primarily in



the scaling up of AI algorithms into a product, whether it is a software, a mobile app, or a web application. Using the cloud, released algorithms can run at large scale, on many vehicles or fleets for example, securely and stably. Being agile through the cloud and reducing time to market to weeks or days rather than years is the foundation for a robust digital product life cycle.

The company is focused on establishing itself as a leader in the tire industry's digital products and services. Goodyear aims to make the tire buying experience as satisfying for the customer as possible, from the purchase of the tire to its replacement.



Article :
CÉLINE TARRAUBE
*Adviser Digital and Innovation
at FEDIL*
celine.tarraube@fedil.lu

Photos :
GOODYEAR S.A.





L'Actros L Édition 3

ENJOY MORE.*

Pour tous ceux qui méritent plus. Plus de style. Plus de confort. Plus d'Actros L.
Avec l'édition 3, vivez une expérience de conduite et des émotions à l'état pur.
En savoir plus à l'adresse : mercedes-benz-trucks.com

#GetMore

* Pour plus de plaisir.

Mercedes-Benz
Trucks you can trust



Merbag S.A.

Site Leudelange - 3, rue Nicolas Brosius, L-3372 Leudelange, Tel.: 26 3726-1 (Vente et Service)

Site Roost - 2, route de Cruchten, L-7759 Roost, Tel.: 26 8085-1 (Service)

A black and white photograph of a man with dark skin and short hair, wearing a white button-down shirt and grey trousers. He is standing in a narrow, light-colored corridor with large windows on either side, looking upwards and slightly to his right with a thoughtful expression. The background is blurred.

Carte blanche

Quelques réflexions à propos de la question immobilière

« Le premier objectif du gouvernement sera de maîtriser l'évolution des prix sur le marché immobilier ». A l'aune de cet objectif contenu dans le programme gouvernemental de 2013 (p. 149), la politique du logement conduite au Luxembourg au cours des 10 dernières années s'apparente à un échec cuisant puisque le prix moyen du mètre carré a quasiment doublé entre le 4^e trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2022.

S'arrêter à cette rationnelle conclusion d'un échec monumental serait toutefois injuste.

La (triste) vérité est que la promesse - non définie par une cible à atteindre - de « maîtriser » les prix des logements, percutée par le faible niveau des taux d'intérêt qui faisait gonfler la valeur des actifs et par la croissance démographique qui alimentait la demande immobilière, était tout simplement impossible à honorer ; l'envolée des prix immobiliers dans la quasi-totalité des métropoles européennes attractives (Paris, Bruxelles, Amsterdam, Munich, Copenhague, etc.) depuis 2013 en atteste.

Aussi, considérer - comme généralement admis - que la baisse de l'accessibilité à la propriété pour le ménage moyen serait le fait, voire la faute, des ministres du Logement successifs (Maggy Nagel, Marc Hansen, Sam Tanson, Henri Kox) oblige - symétriquement - à les remercier, voire à les féliciter, de ce qu'un couple qui possède un appartement qu'il aurait acheté à Mersch en 2013 pour 400.000 euros et qui vaut actuellement près de 800.000 s'est considérablement enrichi ; curieusement, dans un Luxembourg où 72% des ménages étaient propriétaires en 2013, de tels lauriers ne leur sont jamais tressés.

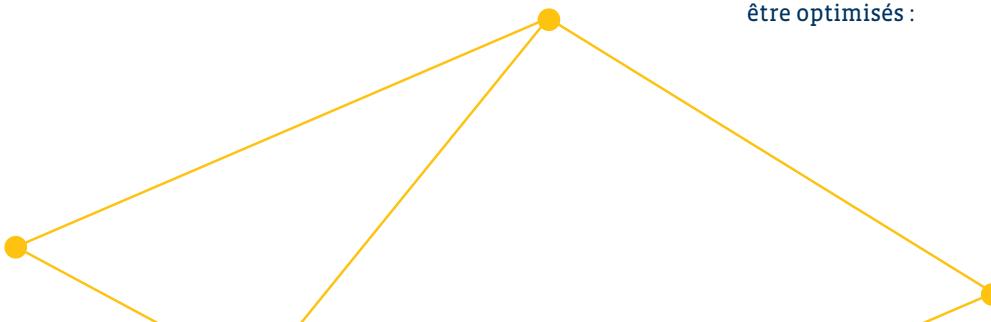
En fait, à trop tourner autour de la question de l'évolution des prix immobiliers, les conversations portant sur la politique du logement en sont arrivées à ignorer certains sujets majeurs (fiscalité, sort des locataires, construction d'ensembles, participation des employeurs à l'effort de logement) qui méritent pourtant, au même titre que le prix du m², d'être au centre des débats publics.

LA FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

Qu'il faille remettre à plat la fiscalité immobilière est l'une de ces vérités luxembourgeoises que chacun admet ... mais que beaucoup semblent vouloir esquerir à l'infini. Alors que les programmes de coalition de 2013 et 2018 disaient qu'une réforme de l'impôt foncier (qui ne rapporte que 40 millions d'euros par an alors que la valeur totale des seules résidences principales au Luxembourg est estimée à plus de 150 milliards d'euros) était parmi les priorités gouvernementales, il a fallu attendre le discours sur l'état de la Nation de 2021 pour voir les débats à ce sujet plus sérieusement engagés. Mais s'il est bienvenu de s'attaquer - enfin - à cet incompréhensible et coûteux retard, il est toutefois regrettable que l'attention en matière de fiscalité immobilière se concentre sur le seul impôt (anti-spéculatif) foncier ; il serait préférable de penser une réforme globale dont la visée serait d'instaurer plus de cohérence dans le nombre impressionnant d'impôts ayant une assiette immobilière et d'opérer un glissement fiscal en taxant moins les transactions, davantage la détention et en sortant de l'approche « universaliste » (i.e. sans prise en compte des niveaux de revenus ou de patrimoine) des dépenses fiscales en faveur des acquéreurs. Hélas, les importants transferts de charge entre contribuables qu'implique une telle réforme systémique semblent la rendre politiquement impossible.

LE SORT DES LOCATAIRES

Parce que le Grand-Duché est une démocratie de propriétaires, peu de cas est en général fait de la situation des locataires qui sont pourtant 20% à vivre dans un logement surpeuplé, 30% à dépenser plus de 40% de leurs revenus pour se loger et près de 50% à être en situation de risque de pauvreté après prise en compte des coûts liés au logement. Puisque de nombreux locataires sont « condamnés » à le rester (selon la Banque centrale du Luxembourg seulement 18% d'entre eux seraient capables de rembourser l'hypothèque nécessaire pour l'achat du bien qu'ils louent) et que leur taux d'effort risque de s'alourdir dans le contexte inflationniste, les trois principaux outils de la politique du logement locatif devraient être optimisés :



- 1) La **subvention de loyer**, qui n'est effectivement versée qu'à 20% des ménages éligibles (ce qui permet à l'État de réaliser environ 20 millions d'euros d'économie par an) devrait faire l'objet d'une campagne de communication massive (e.g. envoi par sms d'informations concernant la subvention de loyer sur le modèle du système d'alerte national) dans l'espoir d'augmenter le taux de recours et/ou être intégrée dans le système d'impôt sur le revenu (e.g. une fraction des loyers pourrait être déductible du revenu imposable);
- 2) Le ministère du Logement devrait veiller à la stricte application et au respect véritable de la **loi de 2006 sur le bail à usage d'habitation** qui demeure un allié objectif (non-utilisé) de la volonté de voir se multiplier les logements abordables;
- 3) Les **aides aux bailleurs** (amortissement accéléré, abattement immobilier spécial, déductibilité non plafonnée des intérêts d'emprunt, éventuelle réintroduction de la TVA réduite sur le logement locatif) devraient avoir pour contrepartie l'obligation faite aux investisseurs locatifs de proposer durant plusieurs années les biens ayant bénéficié du concours de l'Etat à des loyers décotés par rapport au marché.

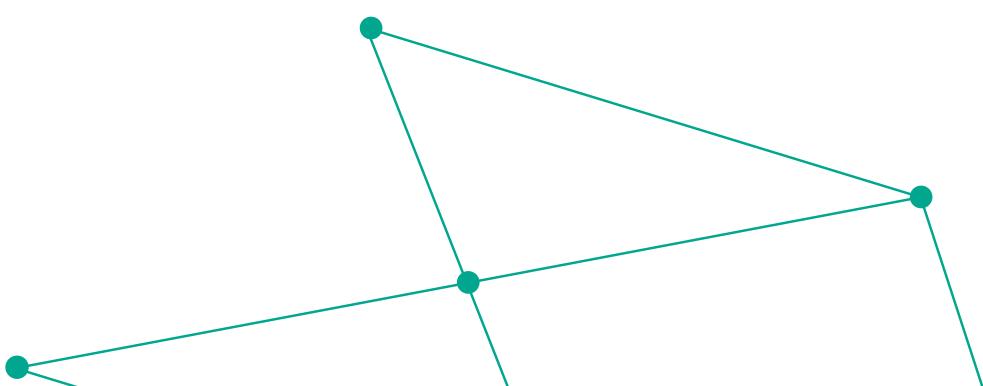
LES CONSTRUCTIONS D'ENSEMBLES

La création du Fonds spécial de soutien au développement du logement et la multiplication par quatre du montant des aides à la pierre destinées à financer la construction de logements abordables par les promoteurs publics et sans but de lucre sont à mettre au crédit de la politique du logement des 10 dernières années. Elmen, Wunne mat der Wooltz, Neischmelz, Weltgebond, An der Schmëdd sont des projets emblématiques qui incarnent ce virage stratégique. Il y a toutefois à cet égard (au moins) deux questions importantes qui méritent d'être soulevées et auxquelles il va falloir répondre. La première concerne les ventes de logements

- dits abordables ou à coût modéré - sous le régime du bail emphytéotique par les promoteurs publics. Est-il certain que ces ventes, qui concernent environ 50% des logements qu'ils produisent, se font à des conditions socialement justes dans la mesure où elles enrichissent les vendeurs (à qui il est reconnu le droit de réaliser un bénéfice raisonnable) mais contiennent pour les acquéreurs (de la classe moyenne) des clauses anti-spéculatives qui sont en réalité des clauses de dépréciation monétaire ? La seconde question se rapporte à la volonté affichée de ne pas intégrer le « privé » dans la stratégie de logements abordables. Sachant que les promoteurs publics ne disposent que d'un parc limité de 3.800 logements locatifs abordables, qu'il n'y a que 1.045 logements en gestion locative sociale, que la capacité maximale des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale n'est que de 4.500 lits et que la SNHBM, le plus productif des promoteurs publics, tire régulièrement la sonnette d'alarme au sujet des contraintes qui pèsent sur sa capacité de construction, est-il avisé de ne pas nouer avec des investisseurs privés un partenariat stratégique fait de compromis pragmatiques et visant à augmenter la taille du marché de logements (locatifs) abordables ?

LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS À L'EFFORT DE LOGEMENT

Jadis, alors que la protection sociale était encore balbutiante et la RSE un concept marketing inconnu, le logement était un instrument central de la politique sociale des entreprises. Au-delà du paternalisme prononcé de certains patrons de l'époque, il en était ainsi parce que limiter la ponction opérée par le logement dans le budget de leurs salariés était un élément important d'attractivité et de rétention de la main-d'œuvre ; « le patron qui aura suffisamment de logements à disposition qu'il pourra louer à des prix raisonnables aux ouvriers n'aura pas trop de problèmes de pénurie de main-d'œuvre »¹ déclarait le directeur général (entre 1920 et 1932)





de la HADIR Gabriel Maugas. Si les entreprises du pays ont progressivement manifesté un intérêt décroissant pour le logement de leurs salariés pouvant être expliqué par des raisons multiples (désindustrialisation, métamorphose de la société salariale, bi-activité dans les couples, essor de l'État-providence et multiplication des aides au logement, mobilité professionnelle accrue, accès facilité au crédit, suppression de l'obligation d'offrir un logement convenable aux travailleurs non-communautaires, etc.), elles ont peut-être raté une occasion « en or » durant la décennie qui vient de s'écouler de renouer avec une politique sociale du logement.

¹Source : Nadine Schmitz (2011), *Le paternalisme d'Émile Mayrisch*.

²L'Etat peut participer jusqu'à concurrence de quarante pour cent du prix de construction ou d'acquisition de logements pour travailleurs étrangers réalisés par un employeur en faveur de ses employés, sans que la participation puisse excéder six mille deux cents euros par personne logée.

Alors que la pression démographique, qui s'explique en grande partie par le dynamisme du marché du travail, était forte, les taux d'intérêt faibles et les prix immobiliers en hausse constante, il aurait été bienvenu (de la part des principaux employeurs ou des chambres professionnelles patronales) de créer une société/une a.s.b.l. immobilière qui aurait investi (au Luxembourg et dans la Grande-Région) dans des logements mis en location à des loyers préférentiels aux salariés. Une telle initiative aurait été une version contemporaine de la SAMOD (société anonyme pour la construction de maisons ouvrières à Dudelange), de la société immobilière de l'artisanat (constituée en 1975 entre la chambre des métiers, la baisse de pension des artisans et Promova), de l'a.s.b.l. foyer du travailleur (constituée en 1973 entre la chambre des métiers et la chambre de travail) ; son financement aurait pu reposer sur des cotisations assises sur la masse salariale et sur des dotations publiques au titre de l'article 30-bis² de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement qu'il aurait fallu revisiter. Et puisque l'existence d'une telle politique du logement des employeurs au bénéfice des salariés aurait en principe réduit leur taux d'effort, elle aurait pu être un instrument de modération salariale et de rétention de talents.

CONCLUSION

Il est fort probable que la population du Luxembourg continue de croître ; le logement devrait donc demeurer un défi majeur. Il est à souhaiter, puisque qu'un Grand-Duché à 1 million d'habitants risque de devenir un jour réalité, que les futurs débats dépasseront la seule question de l'évolution des prix du m² et que sera trouvée la martingale qui fera que tous (État, Communes, promoteurs publics, promoteurs privés, investisseurs particuliers, employeurs, propriétaires de terrains, etc.) concourront à étendre la production de logements à un niveau élevé et à développer le segment des habitations à prix régulés.

Article :
MICHEL-EDOUARD RUBEN
Économiste, Fondation IDEA asbl

Photo :
ANN SOPHIE LINDSTRÖM

La retenue sur salaire du fait d'un dommage causé par la faute du salarié

Suivant l'article L. 121-9. du Code du travail, « *L'employeur supporte les risques engendrés par l'activité de l'entreprise. Le salarié supporte les dégâts causés par ses actes volontaires ou par sa négligence grave.* »

Quelques décisions de justice viennent préciser la portée de cet article. Ainsi, il a été admis que « *Cette disposition est à interpréter en ce sens que le salarié n'engage sa responsabilité que s'il commet une faute lourde équivalente au dol, la négligence grossière étant assimilée à une telle faute¹.* »

Par ailleurs, la Cour d'appel indique que « *La négligence grave exigée dans le chef du salarié pour engager sa responsabilité au regard du prédict article ne requiert pas la commission d'un acte délibéré, mais vise un manque de prudence, de précaution ou de vigilance caractérisé ayant eu pour conséquence de causer un préjudice.*² »

Lorsque la responsabilité du salarié est engagée au sens de l'article L. 121-9. précité, l'employeur peut procéder à une retenue sur son salaire afin d'obtenir réparation du dommage causé par celui-ci. Il est en effet précisé à l'article L. 224-3. du Code du travail que : « *Il ne peut être fait de retenue par l'employeur sur les salaires tels qu'ils sont déterminés au dernier alinéa de l'article précédent que :*

[...]

2. du chef de réparation du dommage causé par la faute du salarié;

[...] Les retenues mentionnées ci-dessus ne se confondent ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible. **Celles énumérées sous 1, 2 et 4 ne peuvent dépasser le dixième du salaire** [...] »

Cependant, il incombe à l'employeur de rapporter la preuve d'un acte volontaire ou d'une négligence grave, qui lui a causé un préjudice.

Dans une récente affaire³, un employeur a opéré des retenues sur le salaire d'un salarié au motif que ce dernier avait endommagé une porte sur un chantier, lui causant un dommage se chiffrant à 10.136,41 euros. Pour procéder ainsi, l'employeur s'est référé aux articles L. 121-9. et L. 224-3. du Code du travail précités.

Dans l'affaire pour licenciement abusif qui opposait les parties, le salarié a demandé à voir déclaré non fondées les retenues opérées par l'employeur. En première instance, les juges ont estimé que les retenues n'étaient pas fondées et ont donc ordonné le remboursement par l'employeur des sommes retenues.

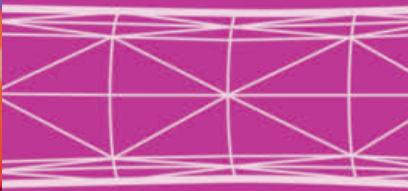
L'employeur a fait appel du jugement et notamment du point relatif aux retenues sur salaire. En instance d'appel il a été jugé que : « *Tel que l'a relevé le tribunal du travail, les circonstances de fait à la base de l'endommagement de la porte sur le chantier de X ne ressortent pas clairement des éléments du dossier, notamment en ce qui concerne le nombre des ouvriers impliqués et le rôle joué par chacun d'entre eux. Dans un mail adressé le 21 juin 2018 à l'adresse « Info SSH », C de la Commune X fait ainsi état de deux monteurs qui auraient reconnu avoir forcé la porte litigieuse pour récupérer leurs clefs de voiture, tandis que, dans l'attestation testimoniale d'T1 et dans l'offre de preuve présentée en première instance et réitérée en instance d'appel, il n'est fait mention que de A, qui aurait admis avoir été à l'origine du dommage. La Cour ne saurait, dès lors, apprécier la gravité de la faute ou de la négligence imputée à A.* »

¹ Cour d'appel, 10 février 1994, n° 15177 du rôle

² Cour d'appel, 15 janvier 1998, n° 18422 du rôle ; Cour d'appel, 9 juillet 2009, n° 33786 du rôle

³ Cour d'appel, 19 mai 2022, n° CAL-2021-00115 du rôle

Développons ensemble votre entreprise et votre patrimoine privé.



BIL Business Owner

À vos côtés, de la création à la
transmission de **votre entreprise**.

www.bil.com/businessowner



La Cour d'appel a par conséquent confirmé le jugement de première instance dans la mesure où l'employeur n'a pas rapporté la preuve d'une faute lourde ou d'une négligence grave dans le chef du salarié.

Hormis le fait que les retenues aient été déclarées illégales, il est utile de préciser que les montants retenus par l'employeur, 5.057,84 euros, soit la totalité de la rémunération des mois de novembre et décembre 2018 ne remplissent pas les conditions prévues à l'article L. 224-3. du Code du travail. En effet, cet article précise que les retenues de salaire du chef de réparation du dommage causé par la faute du salarié ne peuvent dépasser le dixième du salaire. Dès lors, si les retenues opérées par

l'employeur avaient été déclarées justifiées par la Cour d'appel, ces retenues auraient tout de même été portées à de plus justes proportions par les juges étant donné que pour chaque mois l'employeur ne pouvait retenir que le dixième du salaire.

En revanche, si le salarié avait été jugé responsable de la faute commise, il aurait appartenu à l'employeur en cas de défaut de paiement de la part de ce dernier, de procéder à une saisie-arrêt devant le juge de paix afin d'obtenir entre les mains d'un tiers (le nouvel employeur par exemple) la somme restante et ce alors qu'il n'existe plus de relation de travail entre les parties du fait de la résiliation du contrat de travail.

KARL HUGO

MECHANICAL
ENGINEERING



Innovation Excellence Flexibilité



USINAGE

- + Alésage
- + Fraisage
- + Tournage vertical
- + Tournage horizontal



FINITION

- + Assemblage
- + Intégration sur site

ELLA GREDIE

*Conseillère affaires juridiques
auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu*





TERRASSEMENT - TRAVAUX DE VOIRIE - TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS - BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBROFONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ - DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DE BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ - FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS



BAATZ Constructions Exploitation
Société à responsabilité limitée
1, Breedewues L-1259 SENNINGERBERG
Tél : 42-92-62-1 Fax : 42-92-61
www.baatz.lu



BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION



LABORATOIRES D'ÉTALONNAGES



ELECTRICITÉ ET
MAGNÉTISME



MASSES ET
INSTRUMENTS DE PESAGE



TEMPS FRÉQUENCE



SYNCHRONISATION DES
HORLOGES PROFESSIONNELLES



TEMPÉRATURE



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

SERVICES
D'ÉTALONNAGES

QUALITÉ ET MÉTROLOGIE :

LES LABORATOIRES NATIONAUX DE L'ILNAS AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

En tant qu'Institut national de métrologie (INM), la vocation première des laboratoires de l'ILNAS est de fournir un point de raccordement au Système international d'unités (SI). Ils disposent pour cela d'étalons et équipements du plus haut niveau et proposent toute une gamme de services d'étalonnages et de vérifications d'instruments de mesure pour le secteur industriel.

LA MESURE DES GRANDEURS ÉLECTRIQUES

Un laboratoire propose des services d'étalonnages dans le domaine des grandeurs électriques, qui couvrent de nombreux instruments de mesure tels que les voltmètres, multimètres ohmmètres, ampèremètres, oscilloscopes, etc., utilisés dans de très nombreux laboratoires, dans la recherche, l'environnement, les industries et bien d'autres.

ÉTALONNAGE DE MASSES ET DE POIDS

Les masses utilisées dans les laboratoires servent principalement aux étalonnages et vérifications internes des instruments de pesage. Le laboratoire des masses de l'ILNAS propose un service d'étalonnages couvrant une gamme de 1 mg à 20 kg, grâce à des comparateurs de masses de la plus haute précision.

VÉRIFICATION DE BALANCES SUR SITE

Le service proposé concerne les balances de précision et balances de laboratoire jusqu'à une portée de 10 kg, ainsi que les pèse-personnes (bébé, lit, chaise, ...) et les instruments de pesage réglementés jusqu'à une portée maximale de 300 kg. Des services d'étalonnages ou de vérifications d'instruments de pesage sont réalisables dans nos laboratoires ou sur site, avec délivrance de certificats d'étalonnages et de constats de vérifications.

LA MESURE DU TEMPS ET DES FRÉQUENCES

La mesure du temps est cruciale pour beaucoup de laboratoires. Les capacités des laboratoires de l'ILNAS couvrent les besoins pour les chronomètres et minuteurs de 150 ms à 10 jours, et les tachymètres optiques de 6 à 99 999 tr/min. Des services d'étalonnages des fréquences pour les instruments et équipements des secteurs comme celui des télécommunications sont également proposés sur une gamme allant jusqu'à 40 GHz. Le laboratoire, équipé d'horloges atomiques, diffuse aussi officiellement la référence du temps légal au Luxembourg et propose aux professionnels un service de synchronisation des horloges professionnelles, très utile dans le secteur de la finance pour générer des horodatages exacts des transactions.

LA MESURE ET LA MAÎTRISE DE LA TEMPÉRATURE

Le laboratoire de thermométrie de l'ILNAS propose des services d'étalonnages et de vérifications d'instruments, mais aussi son assistance pour permettre à l'utilisateur de maîtriser ses mesures de température. Ses étalons couvrent une large gamme de températures parfaitement adaptée aux besoins du secteur industriel et ce, pour l'ensemble des types de thermomètres utilisés :

Chaîne de mesure de température	- 196 °C, -189 °C et de -80 à 550 °C
Thermomètre à dilatation	- 80 à 250 °C
Thermomètre infrarouge	- 15 à 120 °C



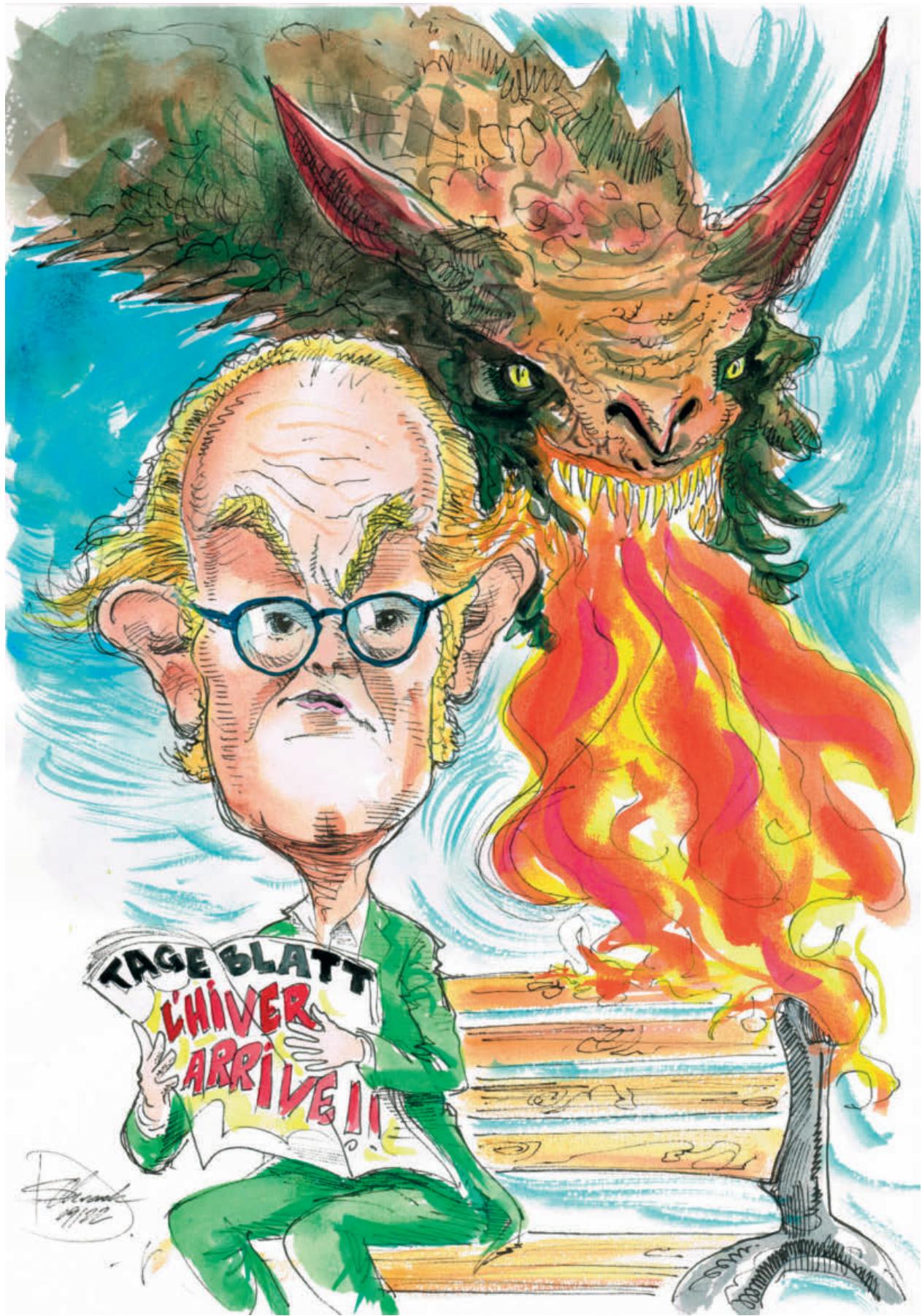
Les quatre laboratoires nationaux de l'ILNAS sont audités par leurs pairs européens, accrédités par l'OLAS et bénéficient d'une reconnaissance mondiale.



PORTAIL-QUALITE.LU
QUALITÉ·SÉCURITÉ·CONFORMITÉ

Informations disponibles sur le site internet de l'ILNAS : <https://portail-qualite.public.lu>





Publications de la FEDIL



Vacances scolaires 2022-2025

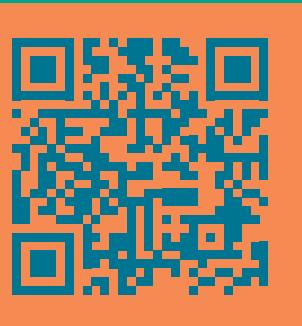


*Contribution de la FEDIL à la
consultation publique sur le contrôle des
concentrations*

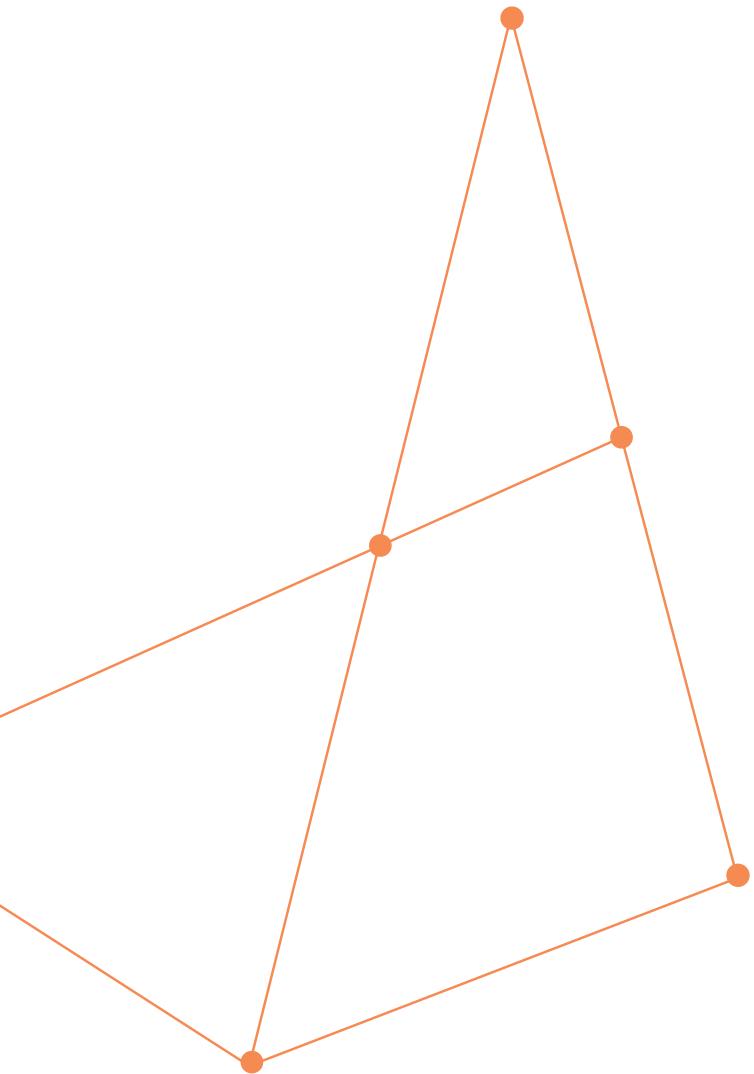


*Règles déontologiques et de
transparence des membres du
Gouvernement et des conseillers
adjoints au Gouvernement*

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE SUR
<https://fedil.lu/fr/publications/>**



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
josette.conzemius@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 510

Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Clff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2022 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.





Optimisez votre électromobilité avec diego[®] mobility

- Des **bornes de recharge installées au domicile** et au **lieu de travail** permettant le remboursement et la facturation des frais de charge
- La possibilité de **combiner** avec une **installation photovoltaïque** afin de consommer l'énergie disponible et d'**optimiser la recharge**
- Une **solution intégrée** pour les résidences et immeubles administratifs partagés
- Des outils pour vous faciliter la vie: **une plateforme web, une app, une carte pour charger facilement**, diego a pensé à tout!



your energy solutions hub[®]

découvrez
toutes nos offres sur
[mydiego.lu](#)

mydiego.lu



YOUR
BRIDGE
TO LIFE

SPUERKEESS.LU/logement

Parlons logement!

